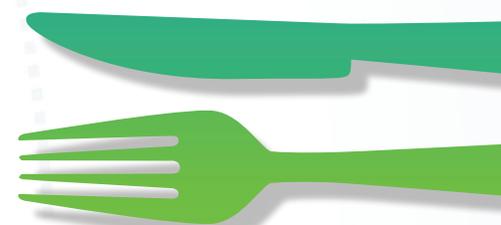


RAPPORT ANNUEL 2013



GROUPE D'ALIMENTATION

MTY

NOS BANNIÈRES



cultures



MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Chers actionnaires,

L'exercice 2013 aura été une autre année record pour notre Société. Non seulement nous avons atteint de nouveaux sommets au niveau des résultats financiers, mais nous avons également effectué la plus grande acquisition dans l'histoire de MTY, en nous portant acquéreur des bannières Extreme Pita et Mucho Burrito.

En plus de ces acquisitions majeures, nous avons ajouté deux nouvelles marques à notre portefeuille : SushiGo et Thaïzone. Au total, la Société a investi plus de 63 millions \$ cette année dans des efforts continus ayant pour but d'approfondir son portefeuille de marques, de sites et de partenaires franchisés.

En considérant ces acquisitions et ces efforts continus misant à développer notre réseau, la Société a été en mesure d'ajouter un total de 391 nouveaux points de vente au cours des douze derniers mois. Notre réseau comptait 2 590 magasins à la fin de la dernière année, ce qui représente une source de revenus stable pour notre société. Les ventes totales générées par notre réseau en 2013 s'élèvent à 726 millions \$, ce qui représente un nouveau sommet historique.

En plus de ce qui précède, deux jalons importants ont été franchis au cours de l'année : nos produits Thaï Express et Thaïzone ont fait leur entrée dans les marchés d'alimentation au cours de la période, et MTY a pénétré le marché américain pour la première fois avec Extreme Pita et Mucho Burrito. Compte tenu de la phase de démarrage dans laquelle nous nous situons relativement à ces deux réussites, leur rendement demeure modéré; toutefois, nous croyons fermement que celles-ci ont le potentiel de représenter une valeur ajoutée significative pour notre Société.

Au cours de la dernière année, certains de nos concepts ont été soumis à des pressions concurrentielles intenses ainsi qu'à une économie plus faible dans certaines régions du Canada. Ceci, combiné aux conditions météorologiques défavorables, a provoqué un déclin des ventes dans les magasins comparables de 2,0% en 2013.

Malgré cette donnée décevante, la Société a été en mesure d'augmenter sa rentabilité de 17%, à 25,7 millions \$, ou \$ 1,34 par action. Peu de temps après la fin de l'année, la Société a annoncé une autre augmentation importante de son dividende. Cela démontre une fois de plus la confiance que nous avons en nos concepts, nos partenaires franchisés, nos employés et notre capacité à générer des flux de trésorerie à venir.

À l'aube de 2014, nous ne prévoyons pas de changements importants dans l'environnement économique et concurrentiel au Canada et, à ce titre, nous croyons que les douze prochains mois seront ardues pour MTY. Nous prévoyons une concurrence féroce pour chaque dollar dépensé par les consommateurs pour l'alimentation.

MTY continuera à se concentrer sur l'amélioration continue de ses activités, sur l'ouverture de nouveaux sites et sur le développement de ses marques à l'échelle locale et internationale. La discipline financière restera au cœur de nos valeurs, alors que nous poursuivrons nos recherches de nouvelles acquisitions potentielles au Canada ou aux États-Unis.

Nous restons déterminés à réaliser une croissance durable de notre réseau et à augmenter la valeur de notre Société pour ses actionnaires. À ces fins, nous pouvons compter sur l'énergie, l'enthousiasme et le dévouement de tous les employés de MTY, que je tiens à remercier personnellement et au nom de notre conseil d'administration.

En terminant, je tiens à remercier personnellement chacun des franchisés de notre réseau, ainsi que nos partenaires et actionnaires, pour leur soutien continu et leur contribution au succès que nous avons connu en 2013. J'apprécie et je vous remercie de faire partie de notre famille grandissante.

Groupe d'Alimentation MTY Inc.



Stanley Ma
Président et chef de la direction
12 février 2014



Rapport de gestion Pour l'exercice clos le 30 novembre 2013

Généralités

Le présent rapport de la direction sur la situation financière et les résultats d'exploitation (le « rapport de gestion ») de Groupe d'Alimentation MTY inc. (« MTY ») fournit de l'information additionnelle et devrait être lu de pair avec les états financiers consolidés de la Société et leurs notes annexes pour l'exercice clos le 30 novembre 2013.

Dans le présent rapport de gestion, l'acronyme « MTY » et les expressions « Groupe d'Alimentation MTY inc. » ou « la Société » désignent, selon le cas, Groupe d'Alimentation MTY inc. et ses filiales ou Groupe d'Alimentation MTY inc. ou l'une de ses filiales.

Les renseignements et données présentés dans ce rapport de gestion ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) et aux interprétations actuellement publiées et en vigueur qui s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.

Ce rapport de gestion est arrêté au 12 février 2014. De l'information supplémentaire sur MTY, y compris l'attestation des documents annuels, ses plus récents rapports annuels et trimestriels ainsi que des communiqués de presse, sont disponibles sur le site Web de SEDAR, www.sedar.com.

Énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion et notamment, sans s'y restreindre, les rubriques intitulées « Aperçu », « Chiffre d'affaires d'établissements comparables », « Éléments de passif éventuels » et « Événements postérieurs », renferment des énoncés prospectifs. Ces énoncés prospectifs comportent, sans s'y limiter, des déclarations relatives à certains aspects des perspectives d'affaires de la Société au cours de l'exercice 2013. Ils comprennent également d'autres assertions qui ne réfèrent pas à des faits historiques distinctement vérifiables. Nous formulons un énoncé prospectif lorsque nous utilisons ce que nous savons et prévoyons aujourd'hui pour faire un commentaire à propos de l'avenir. Les énoncés prospectifs peuvent renfermer des mots tels hypothèse, but, conseil, intention, objectif, aperçu et stratégie, ou employer à divers temps, notamment au conditionnel ou au futur, des verbes tels viser, anticiper, croire, s'attendre à, planifier, projeter, rechercher, cibler, s'efforcer, pouvoir ou devoir. Tous ces énoncés prospectifs sont formulés en vertu des dispositions d'exonération prévues par les lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables.

À moins d'indication à l'effet contraire de notre part, les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion décrivent nos prévisions au 12 février 2014 et, par conséquent, sont sujets à changement après cette date. Nous ne nous engageons d'aucune façon à actualiser ou à réviser un énoncé prospectif, que ce soit à la suite d'une information nouvelle, d'événements futurs ou autrement, et

déclinons toute obligation à cet égard si ce n'est en vertu des exigences des lois sur les valeurs mobilières canadiennes.

De par leur nature même, les énoncés prospectifs sont soumis à des incertitudes et risques intrinsèques. Ils sont fondés sur plusieurs hypothèses qui soulèvent la possibilité que les résultats ou événements réels diffèrent substantiellement de nos attentes implicites ou explicites ou que nos perspectives d'affaires, nos objectifs, nos plans et nos priorités stratégiques ne se réalisent pas. En conséquence, nous ne pouvons garantir qu'un énoncé prospectif se concrétisera et nous avisons le lecteur de pas accorder une confiance induite à ces énoncés prospectifs. Dans ce rapport de gestion, les énoncés prospectifs sont formulés afin d'informer sur les priorités stratégiques actuelles, les attentes et les plans de la direction. Ils visent à permettre aux investisseurs et à d'autres de mieux comprendre nos perspectives d'affaires et notre milieu d'exploitation. Le lecteur est avisé, cependant, que cette information peut être inappropriée à d'autres fins.

Les énoncés prospectifs formulés dans ce rapport de gestion sont fondés sur un certain nombre d'hypothèses que nous considérons raisonnables au 12 février 2014. Veuillez vous reporter, en particulier, à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » pour une description de certaines des hypothèses clés, tant économiques et opérationnelles que de marché, que nous avons utilisées dans la rédaction des énoncés prospectifs contenus dans ce rapport. Si nos hypothèses se révèlent imprécises, nos résultats réels pourraient s'écarter de façon importante de nos attentes.

À moins d'indication contraire aux présentes, les priorités stratégiques, les perspectives d'affaires et les hypothèses décrites dans le rapport de gestion antérieur demeurent essentiellement les mêmes.

Des facteurs de risque importants pourraient faire en sorte que les résultats ou événements réels s'écarteraient substantiellement de ceux exprimés ou suggérés par les énoncés prospectifs susmentionnés et d'autres contenus dans ce rapport de gestion. Ces facteurs comprennent, sans s'y limiter, l'intensité des activités concurrentielles et leur incidence sur notre capacité d'attirer la clientèle; notre capacité d'obtenir des emplacements avantageux et de renouveler nos baux actuels à des taux acceptables; l'arrivée de concepts étrangers; notre capacité d'attirer de nouveaux franchisés; les changements en matière de goûts de la clientèle, de tendances démographiques et quant à l'attrait de nos concepts; les changements à l'égard des profils d'achalandage ainsi que des coûts et taux d'occupation des centres commerciaux et tours de bureaux; la conjoncture économique et financière générale; les niveaux de confiance et de dépenses du consommateur; la demande et les prix de nos produits; notre capacité de mettre en œuvre nos stratégies et plans de manière à générer les profits attendus; les situations affectant la capacité de tiers fournisseurs de nous procurer des produits et services essentiels; la disponibilité et le coût de la main-d'œuvre; la volatilité des marchés de valeurs; les contraintes opérationnelles ainsi que l'occurrence d'épidémies, de pandémies et d'autres risques pour la santé.

Les facteurs de risque ci-dessus et d'autres qui pourraient donner lieu à des résultats ou événements substantiellement différents des attentes explicites ou implicites formulées dans nos énoncés prospectifs sont commentés dans le présent rapport de gestion.

Nous avertissons le lecteur que les risques décrits ci-dessus ne sont pas les seuls susceptibles de nous affecter. Des incertitudes et risques additionnels que nous ne connaissons pas pour l'instant ou que nous jugeons présentement négligeables peuvent aussi avoir un effet préjudiciable sur notre entreprise, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation.

À moins d'indication contraire de notre part, les énoncés prospectifs ne rendent pas compte de l'effet potentiel d'éléments non récurrents ou d'autres éléments spéciaux, ou de quelque disposition, monétisation, fusion, acquisition, autre regroupement d'entreprises ou autre opération qui peuvent être annoncés ou peuvent survenir après le 12 février 2014. L'impact financier de telles opérations et d'éléments non récurrents ou spéciaux peut être complexe et dépend des particularités de chaque cas. En

conséquence, nous ne pouvons en décrire les conséquences prévues de façon concrète ou comme nous le faisons des risques connus ayant une incidence sur notre entreprise.

Respect des normes internationales d'information financière

À moins d'indication contraire, les renseignements financiers présentés ci-après, y compris les valeurs tabulaires, sont libellés en dollars canadiens et établis selon les normes internationales d'information financière (« IFRS »). MTY utilise comme indicateur le résultat avant impôts, intérêts sur la dette à long terme et amortissements (« BAIIA ») parce qu'il permet à la direction d'évaluer la performance opérationnelle de la Société. La Société présente également le chiffre d'affaires des établissements comparables, qui est défini comme le volume comparatif des ventes générées par des établissements ouverts depuis au moins treize mois ou acquis il y a plus de treize mois.

Ces indicateurs financiers sont largement reconnus, mais n'ont pas une définition standard au sens des PCGR. Il est donc possible qu'ils ne puissent être comparés à ceux présentés par d'autres sociétés. Ces indicateurs non conformes aux PCGR visent à fournir des renseignements additionnels sur la performance de MTY et ils ne devraient pas être considérés isolément ou en lieu et place d'un indicateur conforme aux PCGR.

La Société utilise ces indicateurs pour évaluer la performance de l'entreprise puisqu'ils reflètent ses activités courantes. La direction croit que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA pour évaluer la capacité d'une société à satisfaire ses obligations de paiement ou en tant qu'outil d'évaluation courant des entreprises du secteur. De la même façon, le chiffre d'affaires des établissements comparables fournit à l'investisseur des renseignements supplémentaires sur la performance du réseau qui n'ont pas d'équivalent sous les PCGR. Ces deux indicateurs interviennent également dans l'établissement de la rémunération incitative à court terme de certains employés.

Faits saillants d'événements significatifs au cours de l'exercice

Le 25 septembre 2013, la Société a annoncé qu'elle avait complété l'acquisition des actifs d'Extreme Pita, PurBlendz et Mucho Burrito (« Extreme Brandz ») pour une contrepartie de 45 millions \$ qui a été réglée à même l'encaisse de la Société. La transaction est entrée en vigueur le 24 septembre 2013.

La Société a également annoncé, le 1^{er} octobre 2013, qu'elle avait complété l'acquisition de 80% des actifs de ThaiZone (les sept fondateurs conservant la participation résiduelle) pour une contrepartie totale de 17,7 millions \$.

Entreprise principale

MTY franchise et exploite des établissements de restauration rapide sous les bannières suivantes : Tiki-Ming, Sukiyaki, La Crémère, Au Vieux Duluth Express, Carrefour Oriental, Panini Pizza Pasta, Chick'n'Chick, Franx Supreme, Croissant Plus, Villa Madina, Cultures, Thai Express, Vanellis, Kim Chi, TCBY, Yogen Früz, Sushi Shop, Koya Japan, Vie & Nam, Tandori, O'Burger, Tutti Frutti, Taco Time, Country Style, Buns Master, Valentine, Jugo Juice, Mr. Sub, Koryo Korean Barbeque, Mr. Souvlaki, SushiGo, Extreme Pita, Mucho Burrito, PurBlendz et ThaiZone.

Au 30 novembre 2013, MTY détenait 2 590 établissements en activité, dont 2 565 étaient franchisés ou faisaient l'objet d'ententes d'exploitation tandis que les 25 autres étaient exploités par MTY.

Les établissements de MTY : i) se trouvent dans les foires alimentaires et les centres commerciaux; ii) ont façade sur rue; et iii) se présentent sous une forme non traditionnelle dans des stations-services, des

dépanneurs, des cinémas et des parcs d'attractions ainsi qu'en d'autres lieux ou dans des parcs commerciaux. Les emplacements non traditionnels sont typiquement plus petits, exigent un moindre investissement et génèrent de ventes inférieures à celles d'établissements établis dans les centres commerciaux, les foires alimentaires ou avec façade sur rue. Les bannières Country Style, La Crémère, TCBY, Sushi Shop, SushiGo, TacoTime, Valentine, Tutti Frutti, Mr. Sub, Extreme Pita et Mucho Burrito sont surtout établis avec façade sur rue. La Crémère et TCBY sont exploitées essentiellement d'avril à septembre tandis que les autres bannières le sont l'année durant.

MTY a développé plusieurs concepts de restauration rapide. Tiki-Ming (cuisine chinoise) a été sa première bannière, suivie de Sukiyaki (délices de la table japonaise), Franx Supreme (hotdogs/hamburgers), Panini Pizza Pasta, Chick'n'Chick, Caféràma, Carrefour Oriental, Villa Madina, Kim Chi, Vie & Nam, Tandori et O'Burger.

D'autres bannières se sont ajoutées à la suite d'acquisitions successives, notamment :

- En 1999, 18 établissements de la chaîne Fontaine Santé/Veggirama;
- En 2001, 74 établissements de la chaîne La Crémère;
- En 2002, 20 établissements de la chaîne Croissant Plus;
- En 2003, 24 établissements de la chaîne Cultures;
- En mai 2004, six établissements de la chaîne Thaï Express;
- En juin 2004, 103 établissements de la chaîne Mrs. Vanelli's; et
- En septembre 2005, 91 établissements de The Country's Best Yogurt (« TCBY »), de concert avec les droits de franchise maîtresse canadienne.
- Le 1^{er} avril 2006, les droits de franchise exclusifs de Yogen Früz^{MC} au Canada et son réseau de 152 établissements existants;
- Le 1^{er} septembre 2006, la bannière Sushi Shop, ses 42 franchises et 5 établissements propriétaires;
- Le 19 octobre 2006, la bannière Koya Japan, ses 24 franchises et un établissement propriétaire;
- Le 1^{er} septembre 2007, 15 franchises existantes de la bannière Sushi Shop, acquises d'un groupe d'investisseurs;
- Le 15 septembre 2008, la bannière Tutti Frutti et ses 29 établissements qui desservent la clientèle du petit-déjeuner et du lunch;
- Le 31 octobre 2008, les droits de franchisage canadiens de TacoTime qui, à la date d'acquisition, exploitait 117 restaurants dans l'Ouest canadien;
- Le 1^{er} mai 2009, les actions en circulation de Country Style Food Services Holdings Inc., de même que les 480 établissements exploités par ses filiales;
- Le 16 septembre 2010, les actions en circulation de Groupe Valentine inc. et son réseau de 95 établissements, transaction entrée en vigueur au 1^{er} septembre 2010;
- Le 24 août 2011, l'actif de Jugo Juice International Inc., dont 136 établissements en activité à la date de clôture, transaction entrée en vigueur rétroactivement au 18 août 2011;
- Le 1^{er} novembre 2011, l'actif de Mr. Submarine Limited, dont 338 établissements en activité à la date de clôture;
- Le 10 novembre 2011, l'actif de Koryo Korean BBQ Franchise Corp., dont 20 établissements en activité à la date effective de clôture, la transaction entrant en vigueur rétroactivement au 1^{er} novembre 2011;
- Le 26 septembre 2012, les actifs de Mr. Souvlaki Ltd., dont 14 établissements en activité à la date de clôture de la transaction;
- Le 31 mai 2013, la bannière SushiGo, comprenant cinq établissements à la date de clôture, la transaction entrant en vigueur le 1^{er} juin 2013;
- Le 14 septembre 2013, les actifs d'Extreme Pita, PurBlendz et Mucho Burrito (« Extreme Brandz »), comprenant 305 établissements, dont 34 qui sont situés aux États-Unis;
- Le 30 septembre 2013, 80% des actifs de ThaïZone, une chaîne qui exploite 25 établissements et trois restaurants mobiles.

MTY détient également une entente exclusive de développement régional avec Restaurant Au Vieux Duluth afin de développer et sous-franchiser les restaurants à service rapide Au Vieux Duluth Express en Ontario et au Québec.

Les produits rattachés aux franchises proviennent des redevances de franchisage, des droits de franchise, des ventes de projets clés en main, des loyers, de la location d'enseignes, des droits de distribution des fournisseurs et des ventes d'autres biens et services aux franchisés. Les produits rattachés aux établissements appartenant à la Société comprennent les recettes qu'ils génèrent. Les charges d'exploitation relatives au franchisage incluent les salaires, les frais d'administration associés aux franchisés actuels et nouveaux, les charges liées au développement de nouveaux marchés, les frais de préparation de projets clés en main, le loyer ainsi que les fournitures et équipements vendus aux franchisés. Les charges relatives aux établissements appartenant à la Société comprennent leurs coûts d'exploitation.

MTY tire des revenus de l'entreprise de transformation des aliments mentionnée aux présentes. L'usine transforme divers produits qui vont des ingrédients et des plats prêts-à-servir vendus aux restaurants ou à d'autres usines de transformation, aux plats pour micro-ondes vendus chez des détaillants. La majorité des rentrées de l'usine proviennent de la vente de ses produits à des distributeurs et détaillants.

La Société tire également des revenus de son centre de distribution situé sur la rive sud de Montréal. Celui-ci dessert principalement les franchisés des bannières Valentine et Franx Supreme, à qui il offre une large gamme des produits nécessaires à l'exploitation quotidienne des restaurants.

Description d'acquisitions récentes

Le 30 septembre 2013, la Société a acquis 80% des actifs de ThaiZone pour une contrepartie totale de 17,7 millions \$ financée à même l'encaisse de la Société et ses facilités de crédit disponibles. À la date de clôture, ThaiZone exploitait 25 établissements et trois restaurants mobiles. La Société a effectué des retenues totalisant 1,78 millions \$ sur le prix d'acquisition; ces retenues ne portent pas intérêt.

Le 24 septembre 2013, la Société a acquis les actifs d'Extreme Pita, PurBlendz et Mucho Burrito pour une contrepartie de 45 millions \$ devant être versée à même l'encaisse de MTY. À la date de la clôture, 305 établissements étaient en activité, dont cinq appartenant à la Société, et 34 sont situés aux États-Unis. La Société a effectué, sur le prix d'acquisition, des retenues ne portant pas intérêt s'élevant à 4,5 millions \$.

Le 31 mai 2013, la Société a acquis la plupart des actifs du groupe Gestion SushiGo - Sésame inc. (www.sushigoexpress.ca), 9161-9379 Québec inc. et 9201-0560 Québec inc. pour une contrepartie totale de 1,05 million \$. À la date de clôture, cinq restaurants SushiGo étaient en activité, deux de ceux-ci appartenant à la Société. L'acquisition est entrée en vigueur le 1^{er} juin 2013. La Société a effectué des retenues de garantie s'élevant à 0,1 million \$ sur le prix d'acquisition; ces retenues ne portent pas intérêt.

Le 26 septembre 2012, la Société a annoncé qu'elle avait réalisé l'acquisition de la plupart des actifs de Mr. Souvlaki Ltd. pour une contrepartie totale s'élevant à 0,9 million \$. À la date de clôture, 14 établissements de Mr. Souvlaki étaient en activité, tous franchisés. MTY a effectué, sur le prix d'acquisition, des retenues de garantie s'élevant à 0,17 million \$; ces retenues ne portent pas intérêt.

Informations annuelles choisies

<i>(en milliers de \$)</i>	Exercice clos le 30 novembre 2013	Exercice clos le 30 novembre 2012	Exercice clos le 30 novembre 2011
Actif	173 044 \$	136 561 \$	115 628 \$
Passif à long terme	9 769 \$	2 575 \$	9 309 \$
Produits	101 360 \$	96 220 \$	78 358 \$
Bénéfice avant impôt	34 610 \$	30 504 \$	22 821 \$
Résultat net attribuable aux propriétaires	25 712 \$	22 067 \$	16 194 \$
Résultat global attribuable aux propriétaires	25 718 \$	22 067 \$	16 194 \$
Bénéfice par action, de base	1,34 \$	1,15 \$	0,85 \$
Bénéfice par action, dilué	1,34 \$	1,15 \$	0,85 \$
Dividende versé sur les actions ordinaires	5 354 \$	4 206 \$	3 442 \$
Dividende par action ordinaire	0,280 \$	0,220 \$	0,180 \$
Nombre moyen pondéré quotidien d'actions ordinaires	19 120 567	19 120 567	19 120 567
Nombre moyen pondéré quotidien dilué d'actions ordinaires	19 120 567	19 120 567	19 120 567

Résumé de l'information financière trimestrielle

<i>(en milliers de \$)</i>	Trimestres clos en							
	Février 2012	Mai 2012	Août 2012	Novembre 2012	Février 2013	Mai 2013	Août 2013	Novembre 2013
Produits	21 945 \$	23 689 \$	24 239 \$	26 347 \$	22 628 \$	25 342 \$	25 130 \$	28 260 \$
Résultat net attribuable aux propriétaires	4 392 \$	5 283 \$	6 129 \$	6 263 \$	5 635 \$	6 250 \$	6 682 \$	7 145 \$
Résultat global attribuable aux propriétaires	4 392 \$	5 283 \$	6 129 \$	6 263 \$	5 635 \$	6 250 \$	6 682 \$	7 151 \$
Par action	0,23 \$	0,28 \$	0,32 \$	0,33 \$	0,29 \$	0,33 \$	0,35 \$	0,37 \$
Par action, dilué	0,23 \$	0,28 \$	0,32 \$	0,33 \$	0,29 \$	0,33 \$	0,35 \$	0,37 \$

Résultat d'exploitation de l'exercice clos le 30 novembre 2013

Produits

Durant l'exercice clos le 30 novembre 2013, les produits d'exploitation de la Société se sont accrus de 5% pour atteindre 101,4 millions \$. Les produits des quatre segments commerciaux se répartissent comme suit :

	30 novembre 2013 (millions de \$)	30 novembre 2012 (millions de \$)	Variation
Activités reliées aux franchises	74,1	70,9	5%
Établissements appartenant à la Société	11,9	12,2	(3%)
Distribution	6,2	6,1	2%
Transformation des aliments	10,0	8,1	24%
Transactions intersociétés	(0,9)	(1,0)	S/O
Produits d'exploitation totaux	101,4	96,2	5%

Tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessus, les produits provenant des établissements franchisés se sont accrus de 5%. Plusieurs facteurs ont contribué à cette augmentation, entre autres :

	millions \$
Produits, exercice 2012	70,9
Augmentation des flux de rentrées récurrents	2,4
Diminution des projets clés en main, des ventes de fournitures aux franchisés et des revenus de location	(0,6)
Augmentation des droits de franchise initiaux	0,6
Augmentation des frais de renouvellement, de transfert et de gestion	0,7
Autres variations non significatives	0,1
Produits, exercice 2013	74,1

Au cours de l'exercice 2013, la Société a bénéficié de redevances accrues résultant de l'acquisition des bannières Extreme Pita, PurBlendz, Mucho Burrito et ThaiZone. Ces nouvelles bannières représentent 2,0 millions \$ de l'augmentation totale des flux de rentrées récurrents indiquée ci-dessus. La Société a également bénéficié de la vente de licences maîtresses à l'égard de certaines de ses bannières; ces revenus sont inclus dans les droits de franchise initiaux. Cette croissance a été partiellement atténuée par une diminution de revenus de projets clefs en main, de revenus de location et de vente de fournitures aux franchisés.

Les produits rattachés aux établissements appartenant à la Société ont diminué de 3% pour s'établir à 11,9 millions \$ durant l'exercice. Ce fléchissement est principalement dû à la diminution nette du nombre d'établissements classés aux entités ad hoc.

L'usine de transformation des aliments de la Société a dégagé des produits s'élevant à 10,0 million \$ au cours de l'exercice, ce qui représente une augmentation de 24% comparativement à l'exercice antérieur. Cette augmentation est attribuable à la mise en place de nouvelles gammes de produits durant l'exercice 2013.

Coût des ventes et autres charges d'exploitation

Au cours de l'exercice 2013, les charges d'exploitation ont augmenté de 4% pour s'établir à 62,1 millions \$, comparativement à 61,3 millions \$ pour la même période de l'exercice 2012. Les charges d'exploitation des quatre segments commerciaux se répartissent comme suit :

	30 novembre 2013 (millions de \$)	30 novembre 2012 (millions de \$)	Variation
Activités reliées aux franchises	36,2	36,3	(0%)
Établissements appartenant à la Société	11,0	12,4	(11%)
Distribution	5,7	5,6	1%
Transformation des aliments	10,1	8,0	26%
Transactions intersociétés	(0,9)	(1,0)	N/A
Charges d'exploitation totales	62,1	61,3	4%

Les charges d'exploitation attribuables aux activités de franchisage sont relativement similaires aux résultats de 2012. Les coûts liés aux opérations des nouvelles bannières et l'augmentation de la provision pour créances douteuses de franchisés ont été pondérés par la diminution des charges reliées aux projets clefs en main, de revenus de location et de vente de fournitures aux franchisés.

Au cours de l'exercice, les charges relatives aux établissements appartenant à la Société ont diminué de 1,4 million \$ tandis que celles reliées à la transformation des aliments ont augmenté de 2,1 millions \$ et ce, pour les raisons mentionnées au paragraphe « Produits » ci-dessus.

Résultat avant impôts, intérêts et amortissements (BAIIA)

Exercice clos le 30 novembre 2013						
(en millions de \$)	Franchises	Établissements propriétaires	Distribution	Transformation	Consolidation	Total
Produits	74,13 \$	11,85 \$	6,22 \$	10,02 \$	(0,86 \$)	101,36 \$
Charges	36,22 \$	11,02 \$	5,67 \$	10,07 \$	(0,86 \$)	62,12 \$
BAIIA*	37,91 \$	0,83 \$	0,55 \$	(0,05 \$)	0,00 \$	39,24 \$
BAIIA en tant que % des produits	51%	7%	9%	S/O	S/O	39%
Exercice clos le 30 novembre 2012						
(en millions de \$)	Franchises	Établissements propriétaires	Distribution	Transformation	Consolidation	Total
Produits	70,91 \$	12,17 \$	6,08 \$	8,05 \$	(0,99 \$)	96,22 \$
Charges	36,33 \$	12,35 \$	5,63 \$	7,97 \$	(0,99 \$)	61,29 \$
BAIIA*	34,58 \$	(0,18 \$)	0,45 \$	0,08 \$	0,00 \$	34,93 \$
BAIIA en tant que % des produits	49%	S/O	7%	1%	S/O	36%

* Le BAIIA (résultat avant impôts, intérêts et amortissements) n'est pas un indicateur de rentabilité reconnu par les IFRS. En conséquence, il pourrait ne pas être comparable à des indicateurs similaires présentés par d'autres sociétés. Il se définit comme les produits d'exploitation moins les charges d'exploitation.

Le BAIIA s'est accru de 12%, passant de 34,9 millions \$ à 39,2 millions \$ pour l'exercice 2013.

Durant l'exercice, les opérations de franchisage ont apporté 37,9 millions \$ au BAIIA, une hausse de 10% par rapport aux résultats de l'exercice 2012. Les apports des dernières acquisitions comptent pour environ le quart de cette croissance, le reste étant surtout attribuable à la vente de licences maîtresses, à la réduction des coûts de location et à des mesures de gestion des coûts efficaces mises en place à la fin depuis la fin de l'exercice 2012.

Le BAIIA exprimé en pourcentage des produits est passé de 49% en 2012 à 51% en 2013, essentiellement en raison du poids relatif d'éléments à marge de profit élevée dans la composition du chiffre d'affaires, mais aussi du fait des mesures strictes de contrôle des coûts mises en place.

Le BAIIA des établissements appartenant à la Société a légèrement progressé au cours de l'exercice, surtout du fait que quelques établissements rentables se sont ajoutés en 2013, tandis que des établissements non rentables ont été fermés durant la même période.

Le BAIIA de l'usine de transformation des aliments a diminué au cours de l'exercice, principalement en raison des coûts liés à la mise en place de nouvelles gammes de produits après les nouvelles ententes conclues à la fin de 2012 et au cours de la première partie de 2013. Une modification de la composition du chiffre d'affaires en faveur de produits dégagant une moindre marge de profit a également eu une incidence sur la rentabilité de la société.

Résultat

Le résultat net de la Société attribuable aux propriétaires s'est accru de 17% à l'exercice clos le 30 novembre 2013 par rapport à la même période de l'an dernier. MTY a comptabilisé un résultat net attribuable à ses propriétaires s'élevant à 25,7 millions \$ ou 1,34 \$ par action (1,34 \$ sur une base diluée) comparativement à 22,1 millions \$ ou 1,15 \$ par action (1,15 \$ sur une base diluée) en 2012.

La croissance du résultat net est principalement attribuable à la progression du BAIIA décrite ci-dessus. La dépréciation d'immobilisations corporelles de même qu'un rajustement défavorable, non récurrent, à la charge d'impôts avaient également affecté le résultat de 2012; ce n'est pas le cas pour l'exercice 2013.

Bénéfice avant impôts, intérêts et amortissements (BAIIA)

(en milliers de \$)

	Exercice clos le 30 novembre 2013	Exercice clos le 30 novembre 2012
	\$	\$
Bénéfice avant impôt	34 610	30 504
Amortissement – immobilisations corporelles	1 108	1 128
Amortissement – immobilisations incorporelles	4 223	3 867
Intérêts sur la dette à long terme	291	335
(Gains) pertes de change	(53)	27
Produits d'intérêts	(487)	(282)
Profit au rachat d'actions privilégiées	-	(100)
Gain sur remise d'un prêt d'un actionnaire ne détenant pas le contrôle	-	(110)
Dépréciation d'immobilisations corporelles	(64)	68
Profit à la cession d'immobilisations corporelles	(317)	(511)
Autres produits	(76)	-
BAIIA	39 235	34 926

Amortissement

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles s'est accrue de 0,4 million \$ en 2013 étant donné les droits de franchise additionnels acquis durant l'exercice.

Autres produits et charges

Le profit à la cession d'immobilisations corporelles, qui provient généralement de la vente d'établissements appartenant à la Société, s'est établi à 0,3 million \$ en 2013, alors qu'il était de 0,5 million \$ en 2012. Le profit réalisé en 2012 était principalement attribuable à la vente d'un établissement appartenant à la Société dont les recettes se situaient au-dessus de la moyenne et qui, en conséquence, a commandé un prix de vente supérieur.

En 2012, la Société a comptabilisé une perte de valeur d'immobilisations corporelles se chiffrant à 0,1 million \$. En 2013, une partie de cette dépréciation a été reprise, l'état du marché s'étant amélioré.

La Société a comptabilisé un gain de 0,1 million \$ en 2012, lors du rachat des actions privilégiées émises par l'une de ses filiales. Ces actions devaient obligatoirement être rachetées par tranches à chaque année, leur valeur de rachat étant fondée sur le rendement de la filiale. Aucun rachat n'a eu lieu en 2013 puisque la filiale n'est plus consolidée, mais plutôt détenue comme actif disponible à la vente. Des produits de placement s'élevant à 0,1 million \$ ont été comptabilisés en 2013 à l'égard de ce placement.

En 2012, la Société a également comptabilisé un gain de 0,1 million \$ sur la remise d'un prêt par un actionnaire ne détenant pas le contrôle d'une filiale. Un tel gain n'a pas été comptabilisé en 2013.

Impôts sur le résultat

La provision pour impôts, exprimée en pourcentage du résultat avant impôts, s'est établie à 25,9% en 2013, une baisse de 1,8% par rapport à l'exercice 2012. Certains éléments non récurrents avaient eu une incidence négative sur la charge d'impôts de 2012.

Résultat d'exploitation du 4^e trimestre clos le 30 novembre 2013

Produits

Durant le quatrième trimestre de l'exercice 2013, les produits d'exploitation de la Société ont augmenté de 7% pour s'établir à 28,3 millions \$. Les produits des quatre segments commerciaux se répartissent comme suit :

	30 novembre 2013 (millions \$)	30 novembre 2012 (millions \$)	Variation
Activités reliées aux franchises	20,1	20,0	0%
Établissements appartenant à la Société	3,4	2,5	36%
Distribution	2,0	1,9	6%
Transformation des aliments	3,0	2,3	32%
Transactions intersociétés	(0,3)	(0,3)	S/O
Produits d'exploitation totaux	28,3	26,3	7%

Tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessus, les produits provenant des établissements franchisés se sont accrus de 0,1 million \$, comparativement à la même période de l'exercice 2012. Plusieurs facteurs ont contribué à cette hausse, entre autres :

	millions \$
Produits, quatrième trimestre de 2012	20,0
Augmentation des flux de rentrées récurrents	2,0
Diminution des projets clés en main, des ventes de fournitures aux franchisés et des revenus de location	(2,0)
Diminution des droits de franchise initiaux	(0,2)
Augmentation des frais de renouvellement, de transfert et de gestion	0,3
Autres variations non significatives	0,0
Produits, quatrième trimestre de 2013	20,1

Au quatrième trimestre de l'exercice 2013, la Société a bénéficié d'une hausse de 2,0 millions \$ des flux de rentrées récurrents. De cette hausse, 2,0 millions \$ proviennent des acquisitions effectuée au cours du trimestre. Cette performance a été pondérée par une baisse des produits liés aux projets clés en main, de ventes de fournitures aux franchisés et des revenus de location comparativement à la même période de 2012.

Les produits rattachés aux établissements appartenant à la Société se sont accrus de 36% pour atteindre 3,4 millions \$ au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2013. Cette croissance du quatrième trimestre est principalement due à l'acquisition de cinq établissements qui étaient propriété de la chaîne Extreme Brandz.

Au cours du quatrième trimestre, la Société a généré 3,0 millions \$ du segment de la transformation des aliments. Cette augmentation de 32% comparativement à la même période de l'exercice 2012 est attribuable à la mise en place de nouvelles gammes de produits.

Coût des ventes et autres charges d'exploitation

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2013, les charges d'exploitation ont augmenté de 3%, passant de 17,4 millions \$ à 17,9 millions \$ par rapport au même trimestre de l'exercice 2012. Les charges d'exploitation des quatre segments commerciaux se répartissent comme suit :

	30 novembre 2013 (millions \$)	30 novembre 2012 (millions \$)	Variation
Activités reliées aux franchises	10,5	11,0	(5%)
Établissements appartenant à la Société	2,8	2,7	7%
Distribution	1,8	1,7	2%
Transformation des aliments	3,0	2,3	31%
Transactions intersociétés	(0,3)	(0,3)	S/O
Charges d'exploitation totales	17,9	17,4	3%

Les charges d'exploitation attribuables aux activités reliées aux franchises ont diminué de 0,5 millions \$ au cours du quatrième trimestre de 2013, principalement en raison de la diminution des coûts de projets clés en main, des ventes de fournitures aux franchisés et des revenus de location. Cette augmentation a été pondérée par une augmentation des charges d'exploitation reliées aux deux acquisitions effectuées durant le quatrième trimestre ainsi que l'augmentation de la provision pour créances douteuses de franchisés.

Au cours du trimestre, les charges relatives aux établissements appartenant à la Société et aux opérations de transformation des aliments se sont accrues de 0,1 million \$ et de 0,7 millions \$ respectivement pour les raisons mentionnées à la section « Produits » ci-dessus.

Bénéfice avant impôts, intérêts et amortissements (BAIIA)

Trimestre clos le 30 novembre 2013						
(en millions de \$)	Franchises	Établissements propriétaires	Distribution	Transformation	Consolidation	Total
Produits	20,14 \$	3,39 \$	1,97 \$	3,00 \$	(0,24 \$)	28,26 \$
Charges	10,52 \$	2,84 \$	1,78 \$	3,00 \$	(0,24 \$)	17,90 \$
BAIIA*	9,62 \$	0,55 \$	0,19 \$	0,00 \$	0,00 \$	10,36 \$
BAIIA en tant que % des produits	48%	16%	10%	0%	S/O	37%

Trimestre clos le 30 novembre 2012						
(en millions de \$)	Franchises	Établissements propriétaires	Distribution	Transformation	Consolidation	Total
Produits	20,05 \$	2,49 \$	1,87 \$	2,27 \$	(0,33 \$)	26,35 \$
Charges	11,02 \$	2,65 \$	1,74 \$	2,28 \$	(0,33 \$)	17,37 \$
BAIIA*	9,03 \$	(0,16 \$)	0,12 \$	(0,01 \$)	0,00 \$	8,98 \$
BAIIA en tant que % des produits	45%	S/O	7%	S/O	S/O	34%

* Le BAIIA (résultat avant impôts, intérêts et amortissements) n'est pas un indicateur de rentabilité reconnu par les IFRS. En conséquence, il pourrait ne pas être comparable à des indicateurs similaires présentés par d'autres sociétés. Il se définit comme les produits d'exploitation moins les charges d'exploitation.

Le BAIIA total s'est accru de 15%, passant de 9,0 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2012 à 10,4 millions \$ au quatrième trimestre de 2013.

Durant le trimestre, les activités reliées aux franchises ont apporté 9,6 millions \$ au BAIIA, une hausse de 7% par rapport aux résultats de la même période de 2012. Cette progression découle essentiellement des acquisitions réalisées pendant le quatrième trimestre.

Le BAIIA exprimé en pourcentage des produits associés aux opérations de franchisage a atteint 48% au cours du quatrième trimestre 2013, ceci en raison du poids accru des éléments procurant une marge de profit supérieure, tels les redevances.

Le BAIIA des établissements appartenant à la Société a augmenté au cours du trimestre, principalement en raison de l'ajout de quelques établissements rentables en 2013.

Le BAIIA de l'usine de transformation des aliments est nul au quatrième trimestre de l'exercice 2013 puisque l'augmentation des revenus de production de nouvelles gammes de produits a été pondérée par les coûts y afférant.

Résultat

Au trimestre clos le 30 novembre 2013, le résultat net de la Société attribuables aux propriétaires s'est chiffré à 7,1 millions \$ ou 0,37 \$ par action (0,37 \$ sur une base diluée), comparativement à 6,3 millions \$ ou 0,33 \$ par action (0,33 \$ sur une base diluée) au même trimestre de 2012. Cette croissance du résultat net découle essentiellement des acquisitions réalisées au cours du quatrième trimestre.

Bénéfice avant impôts, intérêts et amortissements (BAIIA)

(en milliers de \$)

	<u>Trimestre clos le</u> <u>30 novembre 2013</u>	<u>Trimestre clos le</u> <u>30 novembre 2012</u>
Bénéfice avant impôt	9 263	8 187
Amortissement – immobilisations corporelles	284	256
Amortissement – immobilisations incorporelles	1 301	971
Intérêts sur la dette à long terme	66	85
(Gains) pertes de change	1	(2)
Produits d'intérêts	(104)	(122)
Profit au rachat d'actions privilégiées	-	(100)
Gain sur remise d'un prêt d'un actionnaire ne détenant pas le contrôle	-	(110)
Dépréciation d'immobilisations corporelles	(64)	(161)
Profit à la cession d'immobilisations corporelles	(311)	(26)
Autres produits	(76)	-
BAIIA	10 360	8 978

Amortissement

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles s'est accrue de 0,3 million \$ en 2013 étant donné les droits de franchise acquis au cours de l'exercice.

Autres produits et charges

Le profit à la cession d'immobilisations corporelles, qui résulte de la vente d'établissements appartenant à la Société, s'est accru de 0,3 million \$ en 2013. Ce gain découle essentiellement de la vente de deux des restaurants de la Société.

Au cours du quatrième trimestre de 2013, une partie de la perte de valeur comptabilisée en 2012 à l'égard des actifs de huit des établissements de la Société (chacun d'entre eux représentant une unité génératrice

de trésorerie) a été reprise. La reprise, au montant de 0,1 million \$, découle d'une amélioration de la situation du marché pour certains établissements.

La Société a comptabilisé un gain de 0,1 million \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2012, lors du rachat des actions privilégiées émises par l'une de ses filiales. Un tel gain n'a pas été comptabilisé en 2013. Ces actions devaient être rachetées en trois tranches annuelles à une valeur déterminée en fonction de la performance de l'usine.

En 2012, la Société a comptabilisé un gain de 0,1 million \$ sur le prêt d'actionnaires minoritaires à l'une de ses filiales, ceux-ci ayant renoncé au remboursement des sommes dues. Un tel gain ne s'est pas répété en 2013.

Impôts sur le résultat

La provision pour impôts, exprimée en pourcentage du résultat avant impôts, a été relativement stable au cours du quatrième trimestre 2013 par rapport à la même période de l'exercice 2012.

Obligations contractuelles et dette à long terme

Les obligations liées à la dette à long terme et aux loyers minima des contrats de location qui ne font pas l'objet d'un contrat de sous-location sont les suivantes :

Période (en milliers de \$)	Dette à long terme*	Engagements de location nets	Obligations contractuelles totales
2014	2 784 \$	3 205 \$	5 989 \$
2015	2 364 \$	3 030 \$	5 394 \$
2016	2 066 \$	2 515 \$	4 581 \$
2017	53 \$	2 521 \$	2 574 \$
2018	53 \$	1 802 \$	1 855 \$
Solde des engagements	289 \$	4 362 \$	4 651 \$
	7 609 \$	17 435 \$	25 044 \$

* Les montants présentés sont les montants totaux payables à échéance et ne sont donc pas actualisés. Pour connaître les engagements totaux, veuillez vous reporter aux états financiers consolidés au 30 novembre 2013.

La dette à long terme comprend des retenues de garantie sur acquisitions ne portant pas intérêt ainsi que des indemnités de résiliation de contrat ne portant pas intérêt.

À la fin de l'exercice, la Société a tiré 12 millions \$ sur sa marge de crédit, ceci sous la forme d'acceptations bancaires échéant en décembre 2013. La facilité de crédit comporte des clauses restrictives qui l'obligent à respecter un ratio de la dette consolidée sur le BAIIA de 2:1 et un ratio minimal de couverture des intérêts de 4,5:1. La Société respectait ces conditions à la fin de l'exercice. Lorsqu'elle est utilisée, la marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel annuel de la banque majoré d'au plus 0,5%, selon le ratio dette consolidée sur BAIIA de la Société.

Outre ce qui précède, la Société a conclu des ententes avec des fournisseurs pour l'achat de grains de café, de blé, de sucre et de shortening qui doivent être livrés entre décembre 2013 et mars 2014. L'engagement total s'élève à 0,5 million \$.

Liquidité et ressources financières

Au 30 novembre 2013, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient (5,9) millions \$ après prise en compte du solde de la marge de crédit, un recul de 38,9 millions \$ par rapport à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie détenus à la fin de l'exercice 2012. Ce recul découle essentiellement des

acquisitions réalisées au quatrième trimestre, pour lesquelles la Société a déboursé 55,5 millions \$, ainsi que du remboursement, au cours de l'exercice, d'une dette à long terme s'élevant à 3,7 millions \$.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont élevés à 26,5 millions \$ à l'exercice 2013. Si l'on exclut la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement ainsi que des impôts et intérêts versés, nos activités ont généré des flux de trésorerie s'élevant à 39,7 millions \$, comparativement à 35,8 millions \$ en 2012, soit une hausse de 11%. Cette croissance est principalement attribuable à la hausse de 12% du BAIIA décrite ci-dessus.

À court terme, la direction continuera à ouvrir de nouveaux établissements qui seront financés par de nouveaux franchisés. MTY poursuivra ses démarches en vue de vendre certains de ses établissements propriétaires actuels et recherchera de nouvelles occasions d'acquérir d'autres entreprises de services alimentaires.

Au 30 novembre 2013, la Société disposait toujours de 18 millions \$ sur sa facilité de crédit totale de 30 millions \$. Cette somme, si elle est utilisée, porte intérêt au même taux que le crédit actuel de 12 millions \$.

Les flux de trésorerie excédentaires générés par nos activités d'exploitation sont généralement placés dans des comptes d'épargne à rendement élevé ou dans des certificats de placement garanti jusqu'à ce que des fonds soient requis.

État de la situation financière

À la fin du quatrième trimestre, les débiteurs s'élevaient à 13,5 millions \$, comparativement à 13,6 millions \$ à la fin de l'exercice 2012. Les débiteurs bruts se sont accrus de 1,0 million \$, mais cette hausse a été pondérée par des provisions pour créance douteuse supérieures de 1,1 million \$ en 2013.

Le placement dans une filiale détenue en vue de la vente consiste dans la participation de 51% de la Société dans 7867567 Canada inc. (Aliment Flavio). Le 5 novembre 2013, la Société a reçu une lettre d'intention comportant certaines conditions devant être validées après la fin de l'exercice. La valeur du placement détenu en vue de la vente comptabilisée à l'état consolidé de la position financière de la Société est égale à la valeur comptable nette de l'actif de 7687567 Canada inc. diminué de son passif avant classement comme actif détenu en vue de la vente. La Société n'a comptabilisé ni gain ni perte à l'état des résultats. Ce placement constitue l'un des segments commerciaux de la Société.

Le solde des immobilisations corporelles a diminué en 2013 à la suite du reclassement de la filiale susmentionnée en tant qu'actif détenu en vue de la vente. Cette diminution a été pondérée par les nouvelles acquisitions réalisées au quatrième trimestre de l'exercice 2013.

Les immobilisations incorporelles se sont accrues de 39,8 millions \$ en 2013 à la suite des acquisitions réalisées par la Société au quatrième trimestre, qui comptent pour 43,6 millions \$ dans la hausse totale. Ce résultat a été pondéré par l'amortissement comptabilisé en 2013.

Tel que mentionné précédemment, la Société a tiré 12 millions \$ sur sa marge de crédit disponible et elle a financé cette somme au moyen d'acceptations bancaires. Ces instruments arrivaient à échéance en décembre 2013.

Les créiteurs et charges à payer sont passés de 13,4 millions \$ à 11,9 millions \$ entre le 30 novembre 2012 et le 30 novembre 2013. Cet écart tient surtout à une diminution nette des réserves du fonds publicitaire au cours de 2013.

Les provisions, qui comprennent des montants rattachés à l'issue possible de litiges et différends, à la fermeture d'établissements et aux passifs de cartes-cadeaux, se chiffraient à 1,8 millions \$ au 30 novembre 2013, comparativement à 2,3 millions \$ à la fin de l'exercice 2012. Des ajouts s'élevant 0,8 million \$ ont été compensés par des paiements et reprises totalisant respectivement 1,1 million \$ et 0,5 million \$.

Les produits différés comprennent des droits de distribution qui sont acquis des fournisseurs en fonction des volumes de consommation, ainsi que des droits de franchise initiaux qui sont constatés lorsque la quasi-totalité des services initiaux ont été rendus par la Société. Leur solde au 30 novembre 2013 s'établissait à 3,7 millions \$, une hausse de 1,5 million \$ par rapport au solde de la fin de l'exercice 2012. Cette augmentation découle de l'augmentation des dépôts de droits de franchise et des droits de distribution. Les dépôts de droits de franchise dépendent du niveau des activités et livraisons pendant une certaine période; les acquisitions réalisées au quatrième trimestre ont eu une incidence sur les droits de distribution. Ces sommes seront constatées aux produits lorsqu'elles seront réalisées.

La dette à long terme comprend des retenues de garantie sur acquisitions ne portant pas intérêt et des indemnités de résiliation de contrats ne portant pas intérêt. Au cours de l'exercice, des retenues s'élevant à 6,5 millions \$ se sont ajoutées à titre de retenues sur les acquisitions effectuées au cours du trimestre. De retenues totalisant 3,7 millions \$ ont aussi été libérées.

D'autres renseignements sur les éléments ci-dessus de l'état de la situation financière figurent dans les notes annexes aux états financiers consolidés au 30 novembre 2013.

Capital-actions

Il n'y a eu aucune émission d'actions durant l'exercice clos le 30 novembre 2013. Au 12 février 2014, 19 120 567 actions ordinaires de MTY étaient en circulation.

Renseignements sur les établissements

Les établissements de MTY : i) se trouvent dans les foires alimentaires et les centres commerciaux; ii) ont façade sur rue; et iii) se présentent sous une forme non traditionnelle dans des stations-services, des dépanneurs, des cinémas et des parcs d'attractions ainsi qu'en d'autres lieux ou dans des parcs commerciaux. Les établissements non traditionnels sont typiquement plus petits, exigent un moindre investissement et dégagent des bénéfices inférieurs à ceux d'établissements établis dans les centres commerciaux, les foires alimentaires ou avec façade sur rue.

	Nombre d'établissements à l'exercice clos le	
	30 novembre 2013	30 novembre 2012
Franchises au début de l'exercice	2 179	2 233
Établissements appartenant à la Société au début de l'exercice	20	30
Acquis au cours de l'exercice	338	14
Ouverts durant la période		
Foire alimentaire et centre commercial	45	45
Emplacement avec façade sur rue	56	33
Non traditionnel	54	51
Fermés durant la période		
Foire alimentaire et centre commercial	(17)	(49)
Emplacement avec façade sur rue	(31)	(45)
Non traditionnel	(54)	(113)
Total à la fin de l'exercice	2 590	2 199
Franchises à la fin de l'exercice	2 565	2 179
Établissements appartenant à la Société à la fin de l'exercice	25	20
Total à la fin de l'exercice	2 590	2 199

Au terme de l'exercice clos le 30 novembre 2013, le réseau de la Société s'est enrichi de 53 établissements, alors qu'il s'était réduit de 78 établissements au cours de la même période il y a un an, exclusion faite des établissements provenant des acquisitions réalisées pendant ces deux années. L'écart est principalement dû à la résiliation de deux contrats en 2012, ce qui a entraîné la perte de 49 établissements non traditionnels à faible volume d'affaires.

À la fin de l'exercice, 25 établissements appartenaient à la Société, une augmentation nette de cinq établissements depuis la fin de l'exercice 2012. Au cours de l'exercice, cinq établissements appartenant à la Société ont été vendus, quatre ont fermé leurs portes et 14 se sont ajoutés, dont cinq établissements provenant de l'acquisition de la chaîne Extreme Brandz et deux, de l'acquisition de SushiGo.

Au 30 novembre 2013, deux établissements d'essai étaient exploités, tous deux exclus des données présentées ci-dessus.

Le tableau qui suit présente la répartition des établissements de MTY selon leur emplacement et leur chiffre d'affaires à l'échelle du réseau :

Type d'emplacement	% du nombre d'établissements au		% du chiffre d'affaires à l'échelle du réseau pour l'exercice clos le	
	30 novembre 2013	30 novembre 2012	30 novembre 2013	30 novembre 2012
Centre commercial et foire alimentaire	35%	38%	45%	50%
Façade sur rue	42%	36%	45%	41%
Forme non traditionnelle	23%	26%	10%	9%

La répartition géographique des établissements de MTY et de leur chiffre d'affaires à l'échelle du réseau est la suivante :

Situation géographique	% du nombre d'établissements au		% du chiffre d'affaires à l'échelle du réseau pour l'exercice clos le	
	30 novembre 2013	30 novembre 2012	30 novembre 2013	30 novembre 2012
Ontario	44%	46%	34%	36%
Québec	26%	28%	35%	34%
Ouest du Canada	22%	20%	25%	24%
Maritimes	3%	2%	1%	1%
Internationale	5%	4%	5%	4%

Chiffre d'affaires du réseau

Le chiffre d'affaires du réseau s'est accru de 5% pour atteindre 725,8 millions \$ à l'exercice clos le 30 novembre 2013, comparativement à 688,7 millions \$ à l'exercice 2012.

Les récentes acquisitions comptent pour environ 80% de la croissance du chiffre d'affaires pendant l'exercice, le reste provenant surtout des nouveaux restaurants ouverts pendant l'exercice.

Le chiffre d'affaires du réseau inclut les ventes réalisées par les établissements appartenant à la Société et les établissements franchisés, mais exclut celles réalisées par le centre de distribution ou par l'usine de transformation des aliments.

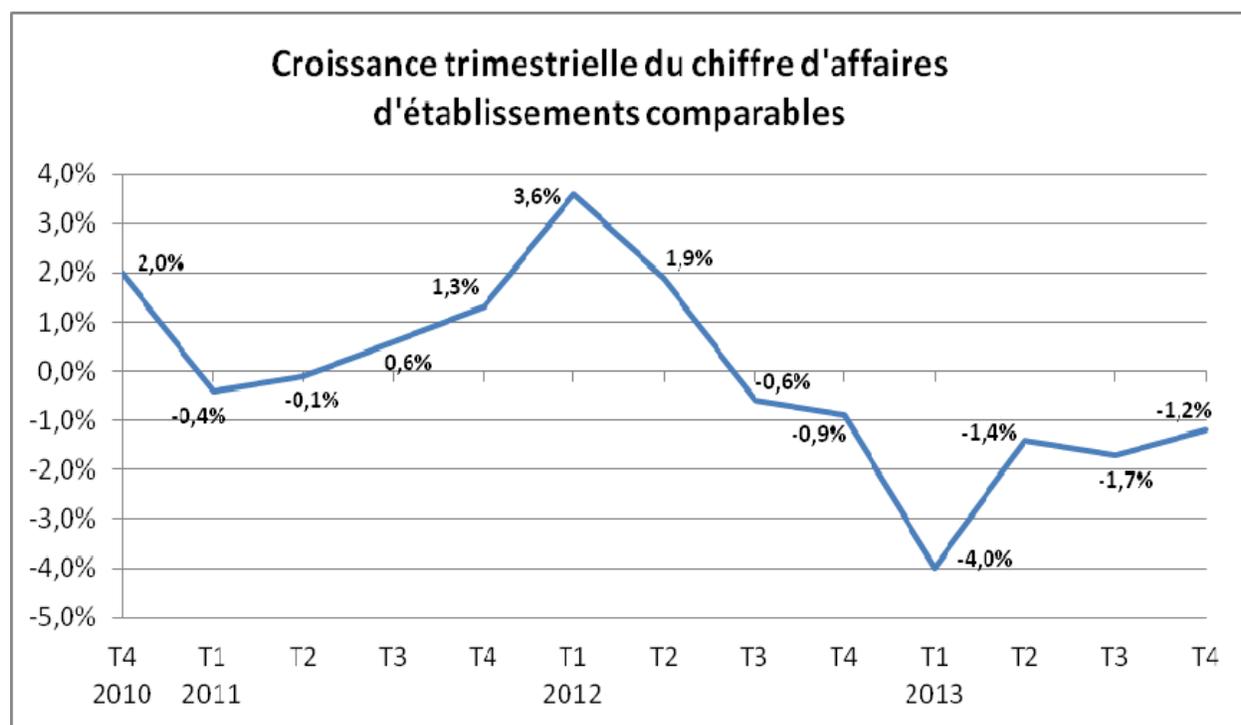
Chiffre d'affaires d'établissements comparables

Le chiffre d'affaires du quatrième trimestre a de nouveau subi les effets d'une situation économique difficile, ce qui s'est traduit par un recul de 1,2% du chiffre d'affaires d'établissements comparables. Il en résulte un fléchissement du chiffre d'affaires d'établissements comparables de 2,0% pour l'exercice.

Le trimestre et l'exercice ont souffert de la stagnation des dépenses de consommation et d'une concurrence féroce au niveau des prix et de l'offre dans l'industrie des services alimentaires. Des conditions climatiques défavorables ont également joué leur rôle, la majorité des grands centres du Canada jouissant d'un climat plus froid qu'en 2012, avec plus de précipitations dans bien des cas.

Les établissements avec façade sur rue, plus sensibles aux conditions climatiques et à l'intensification de la concurrence, ont pâti de ces conditions cette année, tandis que les centres commerciaux et les tours à bureaux s'en tiraient mieux. Certains de nos concepts subissent une pression concurrentielle forte et continue sur les prix de la part de grands joueurs internationaux; ces concepts ont généralement connu une année 2013 plus difficile et ce faisant, ils ont freiné la croissance moyenne du chiffre d'affaires des établissements comparables.

Le graphique qui suit présente les données trimestrielles sur l'évolution du chiffre d'affaires d'établissements comparables au cours des 13 derniers trimestres :



Options sur actions

Aucune option sur action n'a été émise ou levée durant la période. Au 30 novembre 2013, aucune option sur action n'était en circulation.

Saisonnalité

Les résultats d'exploitation de la période intermédiaire ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats d'exploitation de l'exercice entier. La Société s'attend à ce que la saisonnalité ne constitue pas un facteur important de la variation trimestrielle de ses résultats. Le chiffre d'affaires à l'échelle du réseau varie de façon saisonnière; durant janvier et février, les ventes sont historiquement inférieures à la moyenne à cause du climat; elles sont historiquement supérieures à la moyenne de mai à août. Cette situation est généralement associée à un plus grand achalandage dans les établissements ayant façade sur rue, à des ventes supérieures des établissements saisonniers qui ne sont ouverts que durant les mois d'été et à des ventes supérieures des établissements situés dans des centres commerciaux. Les ventes des établissements situés dans des centres commerciaux sont également supérieures à la moyenne en décembre, durant la période du magasinage des Fêtes.

Éléments de passif éventuels

La Société est partie à des poursuites, litiges et différends relatifs à ses activités commerciales actuelles dont l'issue ne peut être établie. La direction croit que ces poursuites, litiges et différends n'auront pas de conséquences significatives sur les états financiers de la Société.

Sûreté

La Société a produit une sûreté sous la forme d'une lettre de crédit d'un montant de 45 000 \$.

Risques et incertitudes

La Société dispose d'un certain nombre de concepts variés, diversifiés quant à leurs types d'emplacements et quant à leur répartition géographique à travers le Canada. Néanmoins, des changements touchant aux tendances démographiques, aux profils d'achalandage et aux taux d'occupation des centres commerciaux et tours de bureaux, de même que le type, le nombre et la localisation de restaurants concurrents peuvent affecter ses résultats. De plus, des facteurs tels l'innovation, des coûts accrus des aliments, de la main-d'œuvre et des avantages sociaux, les coûts d'occupation et la disponibilité de dirigeants expérimentés et de salariés horaires peuvent avoir des incidences préjudiciables sur la Société. Des préférences et des profils de dépenses discrétionnaires variables chez les consommateurs pourraient obliger la Société à modifier ou à discontinuer des concepts ou des menus et de là, entraîner une réduction de ses profits et de ses revenus d'exploitation. Même si la Société arrivait à concurrencer avec succès d'autres sociétés de restauration offrant des concepts similaires, elle pourrait être forcée d'apporter des changements à un ou plusieurs de ses concepts pour répondre à des changements en matière de goûts ou de profils de restauration chez les consommateurs. Si la Société modifie un concept, elle peut perdre des clients additionnels qui ne préfèrent pas ce nouveau concept et son menu; elle peut aussi être incapable d'attirer un nouvel achalandage suffisant à générer le revenu nécessaire pour rendre ce concept rentable. De la même façon, après avoir modifié son concept, la Société peut se retrouver avec des concurrents différents ou supplémentaires face à la clientèle visée et pourrait être incapable de les concurrencer avec succès. La réussite de la Société dépend aussi de nombreux facteurs ayant une incidence sur les dépenses discrétionnaires du consommateur, dont la conjoncture économique, le revenu disponible du consommateur et son niveau de confiance. Des changements préjudiciables touchant ces facteurs pourraient réduire l'achalandage ou imposer des limites pratiques sur les prix, l'un et l'autre étant susceptibles de réduire les ventes et les résultats d'exploitation.

La croissance de MTY est tributaire du maintien du réseau de franchises actuel, lequel est assujéti au renouvellement des baux existants à des taux acceptables et à la capacité de MTY de poursuivre son expansion. Pour cela, la Société doit obtenir des emplacements et des conditions de location convenables pour ses établissements, recruter des franchisés qualifiés, augmenter le chiffre d'affaires d'établissements comparables et réaliser des acquisitions. Le temps, l'énergie et les ressources nécessaires à l'intégration des entreprises acquises au réseau et à la culture de MTY peuvent aussi avoir une incidence sur ses résultats.

Arrangements hors-bilan

MTY n'a aucun arrangement hors-bilan.

Transactions entre parties liées

Les soldes et les transactions entre la Société et ses filiales, qui sont des parties liées à la Société, ont été éliminés au moment de la consolidation. Les transactions entre la Société et d'autres parties liées sont présentées ci-dessous.

Rémunération des principaux dirigeants

Le tableau ci-dessous présente la rémunération versée aux administrateurs et aux principaux dirigeants au cours de l'exercice :

<i>(en milliers de \$)</i>	Exercices clos le	
	30 novembre 2013	30 novembre 2012
Avantages à court terme	812 \$	659 \$
Jetons de présence des administrateurs	38 \$	40 \$
Rémunération totale des principaux dirigeants	850 \$	699 \$

Les principaux dirigeants sont le chef de la direction, le chef de l'exploitation et le chef de la direction financière de la Société. La rémunération des administrateurs et des membres clés du personnel de gestion est déterminée par le conseil d'administration en fonction du rendement individuel et des tendances du marché.

L'augmentation de la rémunération des principaux dirigeants résulte principalement de la répartition des rôles de chef de l'exploitation et de chef de la direction financière en deux fonctions distinctes en juin 2012.

En raison du nombre élevé de ses actionnaires, aucune partie n'exerce le contrôle ultime de la Société. Le principal actionnaire de la Société est son chef de la direction, qui contrôle 26 % des actions en circulation.

La Société verse également des avantages salariaux à des personnes liées aux principaux dirigeants mentionnés ci-dessus. Leur rémunération totale de la période a été la suivante :

<i>(en milliers de \$)</i>	Exercice clos le	
	30 novembre 2013	30 novembre 2012
Avantages à court terme	402 \$	472 \$
Rémunération totale du personnel lié aux principaux dirigeants	402 \$	472 \$

Une société appartenant à des personnes liées aux principaux dirigeants détient une participation ne lui donnant pas le contrôle dans deux des filiales de la Société. Au cours de la période close le 30 novembre 2013, des dividendes de 27 \$ (néant en 2012) ont été payés à cette société par ces filiales.

Jugements comptables critiques

Pour appliquer les méthodes comptables de la Société qui sont décrites à la note 3 des états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 30 novembre 2013, les administrateurs doivent poser des jugements, formuler des hypothèses et procéder à des estimations à l'égard de la valeur comptable d'un actif et d'un passif qui ne s'impose pas autrement d'elle-même. Ces estimations et les hypothèses qui les sous-tendent sont fondées sur l'expérience passée et d'autres facteurs jugés pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont régulièrement révisées. Les révisions sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si la révision n'a d'incidence que sur cette période, ou dans la période de la révision et dans les périodes ultérieures si la révision a une incidence sur la période considérée et sur les périodes ultérieures.

Jugements d'importance critique lors de l'application des méthodes comptables

À l'exception de ceux qui impliquent des estimations, les jugements d'importance critique qui ont été posés par la direction dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la Société et qui ont

l'incidence la plus significative sur les montants présentés dans les états financiers consolidés portent sur les points suivants :

Définition des unités génératrices de trésorerie

La Société évalue si des éléments pouvant indiquer une dépréciation sont présents pour l'ensemble des actifs non financiers, à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Pour ce faire, elle doit définir les unités génératrices de trésorerie; celles-ci sont déterminées en fonction des meilleures estimations de la direction quant à la plus petite taille d'un actif ou d'un groupe d'actifs ayant la capacité de générer des entrées de trésorerie.

Comptabilisation des produits

En matière de comptabilisation des produits tirés de la vente de biens et des contrats de construction, la direction fonde son jugement sur les critères détaillés présentés aux normes IAS 18 « Produits des activités ordinaires » et IAS 11 « Contrats de construction ». Elle examine en particulier si la Société a transféré à l'acheteur les risques et les avantages importants inhérents à la propriété des biens.

Consolidation des entités ad hoc

Lorsqu'elle détermine quelles sociétés doivent être consolidées de la façon décrite ci-dessous, la Société doit exercer son jugement pour définir qui a le contrôle de fait des entités en question. Ce jugement est réévalué chaque année pour tenir compte des faits les plus récents concernant la situation de chaque entité.

Sources principales d'incertitude relative aux estimations

Les éléments suivants constituent les hypothèses clés concernant l'avenir et les autres sources principales d'incertitude relatives aux estimations à la fin de la période de présentation de l'information financière qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant.

Regroupements d'entreprises

En ce qui a trait aux regroupements d'entreprises, la Société doit énoncer des hypothèses et faire des estimations afin de déterminer la répartition du prix d'achat de l'entreprise acquise. À cette fin, la Société doit déterminer la juste valeur à la date d'acquisition des actifs identifiables acquis, y compris les immobilisations incorporelles tels les droits de franchise et les marques de commerce, et des passifs repris. Le goodwill représente l'excédent de la juste valeur de la contrepartie transférée, y compris le montant comptabilisé de toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise, sur le montant comptabilisé net des actifs identifiables acquis et des passifs repris, tous évalués à la date d'acquisition. Ces hypothèses et estimations ont une incidence sur les montants constatés à titre d'actif et de passif dans l'état consolidé de la situation financière à la date d'acquisition. De plus, les durées d'utilité estimées des actifs amortissables acquis, l'identification des immobilisations incorporelles et le calcul des durées d'utilité indéfinies ou définies des immobilisations incorporelles acquises ont une incidence sur le résultat futur de la Société.

Dépréciation d'actifs non financiers

L'estimation de la valeur recouvrable des actifs de la Société est généralement fondée sur le calcul de leur valeur d'utilité, car il a été établi que celle-ci était supérieure à la juste valeur moins les coûts de la vente, sauf pour ce qui est de certains actifs des établissements appartenant à la Société, pour lesquels la juste valeur moins les coûts de la vente était plus élevée que la valeur d'utilité. La juste valeur diminuée des coûts de la vente des établissements appartenant à la Société est généralement déterminée en estimant la valeur de liquidation de l'équipement de l'établissement.

À l'exception de la valeur des actifs de certains établissements appartenant à la Société et d'une des marques de commerce de la Société, la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») testées était supérieure ou égale à la valeur comptable des actifs. Les estimations des pertes de valeur étaient établies selon un taux d'actualisation de 17 % pour les UGT appartenant à la Société et de 15 % pour les marques de commerce et les droits de franchise. Les taux d'actualisation sont fondés sur des taux avant impôts qui reflètent l'appréciation courante du marché tout en tenant compte de la valeur temporelle de l'argent et des risques spécifiques à l'UGT.

Au cours de l'exercice, la Société a comptabilisé une dépréciation des immobilisations corporelles associées à huit de ses UGT, ceci à la suite d'un recul de leur performance. Ces huit UGT consistent en des groupes d'actifs rattachés à des établissements appartenant à la Société. La dépréciation totale, qui s'élève à 135 \$, correspond à une réduction de la valeur comptable des améliorations locatives et équipements à leur juste valeur diminuée des coûts de vente, laquelle était supérieure à leur valeur d'utilité.

Ces calculs sont fondés sur notre meilleure estimation des flux de trésorerie futurs, laquelle s'appuie sur les flux de trésorerie de chaque UGT pour l'exercice précédent, extrapolés afin d'obtenir le rendement futur d'une UGT à la date la plus rapprochée des dates suivantes : la résiliation du contrat de location (le cas échéant) ou une échéance à cinq ans; une valeur finale est ensuite calculée au-delà de cette période, dans l'hypothèse qu'il n'y a aucune croissance par rapport aux flux de trésorerie des périodes précédentes. Les flux de trésorerie d'une période de cinq ans ont été utilisés, puisque la prévisibilité de périodes futures ne peut être estimée avec une précision raisonnable.

Une variation de 1% du taux d'actualisation utilisé pour le calcul de la dépréciation ne se traduirait pas par une dépréciation significative supplémentaire des marques de commerce et droits de franchise ou des immobilisations corporelles des établissements appartenant à la Société.

Au cours de l'exercice, la Société a repris une perte de valeur des immobilisations corporelles relatives à l'une de ses UGT après que celle-ci ait accru sa rentabilité. La reprise, qui s'élève au total à 64 \$, représente une partie de la perte de valeur de l'actif constatée au cours des exercices précédents; elle est fondée sur de nouvelles estimations des flux de trésorerie futurs de l'UGT.

Dépréciation du goodwill

Pour déterminer si le goodwill a subi une dépréciation, il est nécessaire d'estimer la valeur d'utilité des UGT auxquelles le goodwill a été attribué. Le calcul de la valeur d'utilité exige de la direction qu'elle estime les flux de trésorerie futurs qu'elle prévoit tirer de l'UGT et qu'elle applique un taux d'actualisation approprié afin de déterminer la valeur actualisée. Il a été établi que le goodwill n'avait pas subi de dépréciation au 30 novembre 2013 et au 30 novembre 2012.

La Société a utilisé un taux d'actualisation de 13 % pour l'évaluation du goodwill. Aucune augmentation n'a été appliquée aux flux de trésorerie utilisés pour estimer la valeur finale.

Durées d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles

La Société revoit les durées d'utilité estimées de ses immobilisations corporelles et de ses immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée à la fin de chaque exercice et détermine si les durées d'utilité de certains éléments devraient être raccourcies ou étendues en fonction de divers facteurs, notamment la technologie, la concurrence et la révision de l'offre de services. Au cours des exercices clos le 30 novembre 2013 et le 30 novembre 2012, la Société n'a pas eu à ajuster les durées d'utilité des actifs en se fondant sur les facteurs décrits ci-avant.

Provisions

La Société formule des hypothèses et des estimations fondées sur sa connaissance actuelle des sommes qu'elle aura à déboursier dans le futur relativement à divers événements passés pour lesquels le montant à déboursier et le moment du décaissement sont incertains au moment de la présentation de ses états financiers.

Produits tirés de contrats de construction et de rénovation

Les produits de la construction et de la rénovation de restaurants sont comptabilisés en fonction du degré d'avancement de l'activité contractuelle à la fin de la période d'information financière. La direction estime le pourcentage d'avancement en se fondant sur les coûts engagés à ce jour par rapport aux coûts estimatifs totaux du contrat, sauf dans l'éventualité où cette proportion ne serait pas représentative de l'état d'avancement.

Évaluation des instruments financiers

La Société a recours à des techniques d'évaluation qui tiennent compte de données qui ne sont pas fondées sur des données observables sur le marché pour estimer la juste valeur de certains types d'instruments financiers.

De l'avis de la direction, les techniques d'évaluation et les hypothèses retenues sont appropriées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers.

Consolidation des entités ad hoc

La Société doit consolider quelques sociétés ad hoc. Pour ce faire, la Société doit formuler des hypothèses à l'égard de certaines informations qui ne sont pas disponibles facilement ou qui ne peuvent être obtenues dans les délais de présentation. Ainsi, des hypothèses sont avancées et des estimations faites afin d'établir une valeur pour les actifs courants, les passifs courants et les passifs non courants ainsi que les résultats opérationnels en général.

Contrats déficitaires

La Société comptabilise une provision pour contrats déficitaires lorsque les coûts inévitables à engager pour satisfaire à nos obligations en vertu d'un contrat sont supérieurs aux avantages attendus de ce contrat. Cette provision est évaluée à la valeur actualisée du moins élevé des montants suivants : le coût prévu de la résiliation du contrat et le coût net prévu de l'exécution du contrat.

Éventualités

Dans le cours de ses activités, la Société est partie à divers litiges et poursuites susceptibles de nuire à certains de ses secteurs opérationnels. Les litiges en instance représentent des pertes potentielles pour l'entreprise.

La direction comptabilise des pertes éventuelles lorsqu'elle estime que ces pertes sont probables et qu'elles peuvent être estimées raisonnablement en fonction de l'information disponible à ce moment. Toute perte ainsi comptabilisée serait imputée au résultat et incluse dans les provisions. Tout règlement en espèces serait déduit des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles. La direction estime le montant de la perte en analysant les dénouements éventuels et en examinant diverses stratégies à l'égard des litiges et des règlements.

Débiteurs

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses sur la base de l'expérience passée, de la situation de chaque établissement, de la situation financière de la contrepartie et de l'ancienneté des créances.

Les créances clients comprennent certaines sommes qui sont échues à la fin de la période de présentation de l'information financière et pour lesquelles la Société n'a pas comptabilisé de provision pour créances douteuses. Puisque la qualité du crédit de la contrepartie n'a pas subi de modification importante, ces sommes sont considérées comme étant recouvrables.

Modifications comptables futures

IFRS 9 « Instruments financiers »

IFRS 9 « Instruments financiers » a été émise en novembre 2009 et renferme les exigences à l'égard des actifs financiers. Elle détermine le classement et l'évaluation d'actifs financiers et remplace les multiples modèles de classement et d'évaluation contenus dans IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » à l'égard des instruments d'emprunt par un nouveau modèle d'évaluation mixte qui ne comporte que deux catégories : le coût amorti et la juste valeur par le biais du résultat net. IFRS 9 remplace également les modèles d'évaluation des instruments de capitaux propres, lesquels sont constatés soit à la juste valeur par le biais du résultat net, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Lorsque des instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les dividendes sont comptabilisés en résultat net dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un rendement sur le capital investi. Néanmoins, d'autres gains et pertes (y compris des dépréciations) associés à de tels instruments demeurent au cumul des autres éléments du résultat global indéfiniment.

En octobre 2010, l'IASB a modifié IFRS 9 « Instruments financiers », laquelle a remplacé IFRS 9 « Instruments financiers » et IFRIC 9 « Réexamen de dérivés incorporés ». Cette révision fournit des lignes directrices sur le classement, le reclassement et l'évaluation de passifs financiers ainsi que sur la présentation des gains et pertes par le biais du résultat net des passifs financiers désignés comme étant évalués à la juste valeur. Les exigences à l'égard des passifs financiers, ajoutées en octobre 2010, reprennent en large part les exigences d'IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », sauf en ce qui concerne les variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit des passifs désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, lesquels seraient généralement constatés dans les autres éléments du résultat global.

La date d'application de cette norme n'est pas arrêtée pour l'instant.

IFRS 10 « États financiers consolidés »

En mai 2011, l'IASB a émis IFRS 10 « États financiers consolidés » qui établit les principes pour la préparation et la présentation des états financiers consolidés d'une entité qui en contrôle une ou plusieurs autres. IFRS 10 propose un même modèle de consolidation qui définit que le contrôle est à la base de la consolidation. La nouvelle norme décrit la façon d'appliquer le principe du contrôle pour identifier les situations où une société en contrôle une autre et doit par conséquent présenter des états financiers consolidés. IFRS 10 définit également l'information qui doit être fournie dans les états financiers consolidés. Elle annule et remplace IAS 27 « États financiers consolidés et individuels » et SIC-12 « Consolidation – Entités ad hoc ».

Cette nouvelle norme s'applique aux exercices financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Une application anticipée est autorisée.

IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités »

En mai 2011, l'IASB a émis IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités ». IFRS 12 intègre, dans une même norme, des directives sur l'information à fournir à l'égard des intérêts détenus dans des filiales, des partenariats et entreprises associées ainsi que dans des entités structurées. L'objectif de la norme est d'exiger d'une entité qu'elle fournisse des informations permettant aux utilisateurs de ses états financiers d'évaluer son exercice du contrôle, les restrictions qui pèsent sur les actifs et passifs consolidés, l'exposition au risque associée à des intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées et la part d'intérêts minoritaires dans les activités d'entités consolidées.

Cette nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Une application anticipée est autorisée.

IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur »

En mai 2011, l'IASB a émis un guide sur l'évaluation à la juste valeur qui définit les obligations d'information par voie de note. Ce guide est repris dans IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur » et son objectif est d'intégrer, dans une même norme, un cadre pour l'évaluation de la juste valeur selon les IFRS. Il ne définit pas d'autres avenues d'utilisation de la juste valeur.

Cette nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Une application anticipée est autorisée.

IAS 19 « Avantages du personnel »

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 19 « Avantages du personnel » pour améliorer la comptabilisation des pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi. Les modifications apportent des améliorations importantes :

- Elles éliminent la possibilité de différer la comptabilisation des gains et pertes connue comme la « méthode corridor » ou « méthode du report et de l'amortissement »;
- Elles simplifient la présentation de l'évolution des actifs et passifs générés par des régimes à prestations définies, notamment en exigeant que les réévaluations soient présentées aux autres éléments du résultat global, ce qui permet de distinguer ces ajustements de ceux fréquemment perçus comme le résultat des activités quotidiennes; et
- Elles améliorent les dispositions relatives aux informations à fournir à l'égard des régimes à prestations définies, notamment par une meilleure information sur les caractéristiques des régimes à prestations définies et sur les risques auxquels s'exposent les entités qui participent à de tels régimes.

La version modifiée de cette norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Une application anticipée est autorisée.

IFRS 7 « Instruments financiers: informations à fournir » et IAS 32 « Instruments financiers : présentation »

En décembre 2011, l'IASB a modifié IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » et IAS 32 « Instruments financiers : présentation » dans le cadre de son projet sur la compensation des actifs financiers et des passifs financiers. IFRS 7 a été modifiée pour harmoniser l'information à fournir à celle du Financial Accounting Standards Board (FASB), tandis qu'IAS 32 a été modifiée pour clarifier certains éléments et traiter des incohérences rencontrées lors d'une application pratique de la norme.

Les versions modifiées d'IFRS 7 et d'IAS 32 s'appliquent respectivement de façon rétrospective aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013 et du 1^{er} janvier 2014. Une application anticipée est autorisée.

La Société évalue l'incidence de l'adoption de ces nouvelles normes sur ses états financiers consolidés.

Risque lié à l'environnement économique

L'entreprise de la Société est tributaire de nombreux aspects d'un environnement économique général sain qui vont de dépenses de consommation soutenues propres à promouvoir les ventes jusqu'à l'accessibilité au crédit requis pour financer les franchisés et la Société. À la lumière des récentes tourmentes qui ont touché l'économie, le crédit et les marchés financiers, la rentabilité de la Société et le cours de ses actions ne sont pas à l'abri de revers. Les hypothèses de planification actuelles de la Société prévoient que la récession qui traverse présentement les provinces où elle fait affaires aura une incidence sur l'industrie de la restauration rapide. Cependant, la direction juge que la situation économique actuelle n'aura pas de conséquences majeures sur la Société pour les raisons suivantes : 1) la Société dispose de solides flux de trésorerie; 2) pendant une période de ralentissement économique, les établissements de restauration rapide sont une option abordable pour les consommateurs qui souhaitent prendre un repas à l'extérieur.

Instruments financiers et exposition au risque financier

Dans le cours normal de ses activités, la Société a recours à divers instruments financiers qui comportent, de par leur nature, certains risques, notamment le risque de marché et le risque de crédit en cas de non-exécution de la part des contreparties. Ces instruments financiers sont soumis aux normes de crédit, aux contrôles financiers, aux procédés de gestion du risque et aux procédés de surveillance habituels.

Juste valeur des instruments financiers comptabilisés

Le tableau suivant présente les justes valeurs des instruments financiers comptabilisés obtenues au moyen des méthodes d'évaluation et des hypothèses décrites ci-après :

<i>(en milliers de \$)</i>	Au 30 novembre 2013		Au 30 novembre 2012	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 136	6 136	33 036	33 036
Débiteurs	13 452	13 452	13 631	13 631
Prêts à recevoir	978	978	919	919
Passifs financiers				
Ligne de crédit	12 000	12 000	-	-
Créditeurs et charges à payer	11 903	11 903	13 426	13 426
Dette à long terme	7 169	7 169	7 476	7 476

Détermination de la juste valeur

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour estimer la juste valeur des instruments financiers de chaque catégorie :

Trésorerie, équivalents de trésorerie, débiteurs, créditeurs et charges à payer – La valeur comptable se rapproche de la juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments financiers.

Prêts à recevoir – Les prêts à recevoir portent d’habitude intérêt aux taux du marché; la direction estime donc que leur valeur comptable se rapproche de leur juste valeur.

Dettes à long terme – Le calcul de la juste valeur de la dette à long terme est fondé sur la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs selon les ententes de financement en vigueur, en fonction du taux d’emprunt estimatif s’appliquant actuellement à des emprunts similaires de la Société.

Politiques en matière de gestion des risques

La Société est exposée à divers risques liés à ses actifs et à ses passifs financiers. L’analyse qui suit présente une évaluation des risques au 30 novembre 2013.

Risque de crédit

La Société est exposée au risque de crédit principalement en raison de ses créances clients. Les montants figurant à l’état de la situation financière sont présentés après déduction des provisions pour créances douteuses, que la direction de la Société estime en fonction de l’expérience passée et de son analyse de la conjoncture économique. La Société estime que le risque de crédit lié à ses débiteurs est limité pour les raisons suivantes :

- Sauf pour ce qui est des montants à recevoir d’établissements établis dans d’autres pays, la Société s’appuie sur une vaste clientèle répartie surtout au Canada, ce qui limite la concentration du risque de crédit.
- La Société inscrit une provision pour créances douteuses lorsque la direction estime que les montants qu’elle devrait recouvrer sont inférieurs au montant réel de la créance.

Le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est limité du fait que la Société investit ses liquidités excédentaires dans des instruments financiers de première qualité auprès de contreparties solvables.

Le risque de crédit lié aux prêts à recevoir est semblable à celui lié aux débiteurs. Une provision pour créances douteuses s’élevant à 133 \$ est présentement comptabilisée (55 \$ au 30 novembre 2012) à l’égard de prêts à recevoir.

Risque de change

Le risque de change représente l’exposition de la Société à une baisse ou à une augmentation de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux de change. Ce sont surtout les achats de café qui exposent la Société au risque de change; celle-ci a donc conclu des contrats en vue de réduire son exposition aux fluctuations des monnaies étrangères reliées aux achats de café. Au 30 novembre 2013, la valeur totale de ces contrats était d’environ 544 \$.

De plus, la Société effectue des ventes dont les montants sont libellés en monnaies étrangères. Les établissements étrangers de la Société utilisent le dollar américain comme monnaie fonctionnelle. L’exposition de la Société au risque de change découle principalement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, d’autres éléments du fonds de roulement et des obligations financières de ses établissements étrangers.

Sauf en ce qui concerne les établissements étrangers mentionnés ci-dessus, la Société est peu exposée au risque lié au dollar américain; ce risque fluctue en fonction des variations du taux de change dans la mesure où des opérations sont conclues dans cette devise. De l’avis de la direction, ce risque est plutôt limité.

Au 30 novembre 2013, la Société disposait d'une trésorerie en dollars américains de 887 \$ CA et comptait des débiteurs d'un montant net de 437 \$CA et des créditeurs d'un montant net de 342 \$CA (425 \$CA, 429 \$CA et 0 \$ respectivement au 30 novembre 2012). Toutes autres variables demeurant constantes, une augmentation éventuelle de 1 % des taux de change du dollar canadien donnerait lieu à une variation de 10 \$CA du résultat net et du résultat global.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison de sa ligne de crédit renouvelable et de sa facilité de gestion du risque de trésorerie. Les deux facilités portent intérêt à un taux variable et, par conséquent, la charge d'intérêts pourrait éventuellement devenir plus importante. Une somme de 12 000 \$ avait été prélevée sur la ligne de crédit au 30 novembre 2013. Une augmentation de 100 points de base du taux préférentiel de la banque donnerait lieu à une augmentation de 120 \$ par année de la charge d'intérêts sur l'emprunt en cours. La Société circonscrit ce risque en utilisant des acceptations bancaires à court terme tirées sur la facilité de crédit.

Risque de liquidité

La Société conserve des facilités de crédit afin de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour respecter ses obligations financières actuelles et futures à un coût raisonnable.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 30 novembre 2013 :

<i>(en milliers de \$)</i>	Valeur	Flux de	Entre 0 et	Entre 6 et	Entre 12 et
	comptable	trésorerie contractuels	6 mois	12 mois	24 mois
	\$	\$	\$	\$	\$
Ligne de crédit	12 000	12 000	12 000	-	-
Créditeurs et charges à payer	11 903	11 903	11 903	-	-
Dette à long terme	7 169	7 609	378	2 406	2 364
Intérêts sur la dette à long terme	-	-	136	121	154
	31 072	31 512	24 417	2 527	2 518

Aperçu

La direction est d'avis que la tendance dans l'industrie de la restauration rapide continuera de croître en réponse à la demande de consommateurs occupés et pressés.

Pendant les prochains mois, la direction travaillera à restaurer un chiffre d'affaires d'établissements comparables positif en créant plus d'innovation, en misant sur la qualité du service à la clientèle dans chacun de ses établissements et en optimisant la valeur offerte à sa clientèle.

L'industrie de la restauration rapide demeurera exigeante et la direction estime qu'en mettant l'accent sur l'offre alimentaire, la constance et l'ambiance, les restaurants de MTY se tailleront une plus forte position pour faire face aux défis. Considérant le contexte concurrentiel où plus de restaurants s'affrontent pour s'accaparer les dollars d'une consommation discrétionnaire limitée, chaque concept doit préserver et améliorer la pertinence de son offre aux consommateurs.

La direction continuera à mettre l'accent sur l'optimisation de la valeur des nouveaux établissements et concepts de notre réseau. Elle s'efforcera aussi d'offrir à ses clients une vaste gamme de menus innovateurs et des restaurants au décor actuel.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information qui doit être présentée dans les rapports déposés auprès des autorités de réglementation en valeurs mobilières est saisie, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits. Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour garantir que cette information est colligée puis communiquée à la direction de la Société de sorte qu'elle prenne des décisions en temps opportun quant à la communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe au chef de la direction et au chef de la direction financières d'établir et de maintenir un processus de contrôle interne à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière est conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, de même que la direction, après avoir évalué l'efficacité du processus de contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 30 novembre 2013, ont conclu qu'il était efficace.

Le chef de la direction, le chef de la direction financière et la direction ont conclu qu'à leur connaissance et après avoir procédé à une évaluation, au 30 novembre 2013, aucun changement n'avait été apporté au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui ait eu ou soit raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

Limites des contrôles et procédures

La direction, y compris son président et chef de la direction et son chef de la direction financière, croient que si bien conçus et appliqués qu'ils soient, les contrôles et procédures de communication de l'information ou le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non absolue, que les objectifs des systèmes de contrôles sont atteints. De plus, la conception d'un système de contrôles doit refléter le fait qu'il existe des contraintes au plan des ressources et que les bénéfices des contrôles doivent être évalués en fonction de leurs coûts. Étant donné les limites inhérentes à tous les systèmes de contrôles, aucun ne peut fournir l'assurance absolue que tous les problèmes de contrôle et cas de fraude, s'il en est à l'intérieur de la Société, ont été prévenus ou détectés. Ces limites inhérentes comprennent que le jugement des faits lors d'une prise de décision peut être faussé et qu'un incident peut survenir d'une simple erreur ou par méprise. En outre, les contrôles peuvent être contournés par les actes individuels de certaines personnes, par collusion entre deux personnes ou plusieurs, ou par dérogation non autorisée au contrôle. La conception d'un système de surveillance des contrôles est aussi fondée en partie sur certaines hypothèses à l'égard de la possibilité d'événements futurs et rien ne peut garantir que le système conçu parviendra à atteindre les objectifs qu'il s'est donnés dans toutes les conditions éventuelles futures.

En conséquence, étant donné les limites inhérentes à un système de contrôle efficient, des inexactitudes dues à l'erreur ou à la fraude peuvent survenir et ne pas être détectées.

Limites de l'étendue de la conception

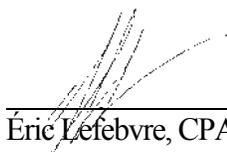
La direction de la Société, de concert avec son président et chef de la direction et son chef de la direction financière, a limité l'étendue de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société pour en exclure les contrôles, politiques et procédures et le contrôle interne à l'égard de l'information financière relatifs aux

récentes acquisitions des opérations d'Extreme Brandz (acquisition en date du 24 septembre 2013), de ThaiZone (acquisition en date du 30 septembre 2013) et de SushiGo (acquisition en date du 1^{er} juin 2013). En excluant le goodwill créé par ces acquisitions, les opérations de ces bannières représentent respectivement 19%, 8% et 0% de l'actif de la Société (9%, 2% et 2% de l'actif courant et 20%, 9% et 0% de l'actif non courant), 5%, 1% et 0% du passif courant (10%, 0% et 2% du passif à long terme), 2%, 0% et 0% du revenu de la Société et 2%, 0% et 0% des capitaux propres de la Société.

La direction de la Société, de concert avec son président et chef de la direction et son chef de la direction financière, a limité l'étendue de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société pour en exclure les contrôles, politiques et procédures et le contrôle interne à l'égard de l'information financière relatifs à certaines entités ad hoc sur lesquelles la Société est habilité à exercer un contrôle de fait et qui, par conséquent, ont été consolidées dans les états financiers consolidés de la Société. Pour l'exercice clos le 30 novembre 2013, ces entités ad hoc représentent 0% de l'actif courant de la Société, 0% de son actif non courant, 1% du passif courant de la Société, 0% de son passif à long terme, 4% des produits de la Société et 0% de son résultat.



Stanley Ma, chef de la direction



Eric Lefebvre, CPA, CA, MBA
Chef de la direction financière

États financiers consolidés de

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Exercices clos les 30 novembre 2013 et 2012



Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
1, Place Ville Marie
Bureau 3000
Montréal QC H3B 4T9
Canada

Tél : 514-393-7115
Télec. : 514-390-4120
www.deloitte.ca

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'intention des actionnaires de Groupe d'Alimentation MTY Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Groupe d'Alimentation MTY Inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 30 novembre 2013 et au 30 novembre 2012, et les états consolidés des résultats, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Groupe d'Alimentation MTY Inc. au 30 novembre 2013 et au 30 novembre 2012, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

*Deloitte S.E.N.C.R.L. / s.r.l.*¹

Le 12 février 2014
Montréal, Québec

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A114814

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

États consolidés des résultats

Exercices clos les 30 novembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	2013	2012
	\$	\$
Produits (notes 24 et 31)	101 360	96 220
Charges		
Charges opérationnelles (notes 25 et 31)	62 125	61 294
Amortissement – immobilisations corporelles	1 108	1 128
Amortissement – immobilisations incorporelles	4 223	3 867
Intérêts sur la dette à long terme	291	335
	67 747	66 624
Autres produits (charges)		
Profit (perte) de change	53	(27)
Produits d'intérêts	487	282
Profit au rachat d'actions privilégiées (note 18)	-	100
Gain sur remise d'un prêt d'un actionnaire ne détenant pas le contrôle d'une filiale (note 18)	-	110
Reprise de dépréciation (dépréciation) d'immobilisations corporelles (note 4)	64	(68)
Profit à la cession d'immobilisations corporelles	317	511
Autres produits	76	-
	997	908
Bénéfice avant impôt	34 610	30 504
Impôt sur le résultat (note 30)		
Exigible	7 713	8 511
Différé	1 236	(61)
	8 949	8 450
Résultat net	25 661	22 054
Résultat net attribuable aux :		
Propriétaires	25 712	22 067
Participations ne donnant pas le contrôle	(51)	(13)
	25 661	22 054

Bénéfice par action (note 21)

De base	1,34	1,15
Dilué	1,34	1,15

Se reporter aux notes annexes.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

États consolidés du résultat global

Exercices clos les 30 novembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	2013	2012
	\$	\$
Résultat net	25 661	22 054
Autres éléments du résultat global, après impôt sur le résultat		
Incidence du change de The Extreme Pita Franchising USA Inc. et de Mucho Burrito Franchising USA Inc.	6	-
Autres éléments du résultat global	6	-
Total du résultat global	25 667	22 054
Total du résultat global attribuable aux :		
Propriétaires	25 718	22 067
Participations ne donnant pas le contrôle	(51)	(13)
	25 667	22 054

Se reporter aux notes annexes.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

États consolidés de la situation financière

Aux 30 novembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	30 novembre 2013	30 novembre 2012
	\$	\$
Actif		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 7)	6 136	33 036
Débiteurs (note 8)	13 452	13 631
Stocks (note 9)	1 029	1 609
Prêts à recevoir (note 10)	400	358
Participation dans une filiale détenue en vue de la vente (note 11)	1 377	-
Charges payées d'avance et dépôts	430	338
	22 824	48 972
Prêts à recevoir (note 10)	578	561
Immobilisations corporelles (note 12)	6 213	9 382
Immobilisations incorporelles (note 13)	96 978	57 213
Impôt différé (note 30)	-	167
Goodwill (note 14)	46 451	20 266
	173 044	136 561
Passif		
Passifs courants		
Ligne de crédit (note 15)	12 000	-
Créditeurs et charges à payer	11 903	13 426
Provisions (note 16)	1 791	2 266
Passif d'impôt exigible	414	2 863
Produits différés et dépôts (note 17)	3 655	2 169
Tranche à court terme de la dette à long terme (note 18)	2 703	7 199
	32 466	27 923
Dette à long terme (note 18)	4 466	277
Impôt différé (note 30)	5 303	2 298
	42 235	30 498
Engagements, garanties et passifs éventuels (notes 26, 27, 28 et 29)		
Capitaux propres		
Capitaux propres attribuables aux propriétaires		
Capital-actions (note 19)	19 792	19 792
Surplus d'apport	481	481
Cumul des autres éléments du résultat global	6	-
Bénéfices non distribués	105 993	85 635
	126 272	105 908
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	4 537	155
	130 809	106 063
	173 044	136 561

Se reporter aux notes annexes.

Approuvé par le conseil d'administration le 12 février 2014



Administrateur



Administrateur

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.
États consolidés des variations des capitaux propres
Exercices clos les 30 novembre 2013 et 2012
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Capitaux propres attribuables aux propriétaires					Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	
	Capital- actions	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Bénéfices non distribués	Total		Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 30 novembre 2011	19 792	481	-	67 800	88 073	37	88 110
Résultat net et résultat global pour l'exercice clos le 30 novembre 2012	-	-	-	22 067	22 067	(13)	22 054
Placement en actions ordinaires d'une filiale par un détenteur de participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	147	147
Transaction sur capitaux propres avec un détenteur de participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	(26)	(26)	34	8
Dividendes	-	-	-	(4 206)	(4 206)	(50)	(4 256)
Solde au 30 novembre 2012	19 792	481	-	85 635	105 908	155	106 063
Résultat net et résultat global pour l'exercice clos le 30 novembre 2013	-	-	-	25 712	25 712	(51)	25 661
Autres éléments du résultat global	-	-	6	-	6	-	6
Reclassement d'une participation dans une filiale désormais détenue en vue de la vente	-	-	-	-	-	69	69
Acquisition de 9286-5591 Québec inc.	-	-	-	-	-	4 425	4 425
Placement en actions ordinaires d'une filiale par un détenteur de participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	49	49
Dividendes	-	-	-	(5 354)	(5 354)	(110)	(5 464)
Solde au 30 novembre 2013	19 792	481	6	105 993	126 272	4 537	130 809

La Société a déclaré et versé les dividendes suivants :

	30 novembre 2013	30 novembre 2012
	\$	\$
0,2800 \$ par action ordinaire (0,220 \$ par action ordinaire en 2012)	5 354	4 206

Se reporter aux notes annexes.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Exercices clos les 30 novembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	30 novembre 2013	30 novembre 2012
	\$	\$
Activités opérationnelles		
Résultat net	25 661	22 054
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Intérêts sur la dette à long terme	291	335
Amortissement – immobilisations corporelles	1 108	1 128
Amortissement – immobilisations incorporelles	4 223	3 867
(Profit) à la cession d'immobilisations corporelles	(317)	(511)
Dépréciation d'immobilisations corporelles	(64)	68
Profits de change latents	16	-
Profits de change latents sur les autres éléments du résultat global	6	-
Autres produits	(76)	-
Profit au rachat d'actions privilégiées	-	(100)
Gain sur remise d'un prêt d'un actionnaire ne détenant pas le contrôle d'une filiale	-	(110)
Charge d'impôt sur le résultat	8 949	8 450
Produits différés	(113)	608
	39 684	35 789
Remboursements d'impôt reçus	624	1 041
Impôt payé	(10 817)	(5 269)
Intérêts versés	(113)	(162)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(2 857)	(2 002)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	26 521	29 397
Activités d'investissement		
Sorties nettes de trésorerie liées aux acquisitions	(56 469)	(748)
Placements temporaires	-	4 632
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(838)	(1 057)
Acquisitions d'immobilisation incorporelles	(346)	(518)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	1 041	1 108
Reclassement d'une participation dans une filiale désormais détenue en vue de la vente	(117)	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(56 729)	3 417
Activités de financement		
Prélèvement sur ligne de crédit	12 000	-
Émission de titres d'emprunt à long terme	-	58
Remboursement sur la dette à long terme	(3 677)	(1 722)
Émission d'actions aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle de filiales	49	147
Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle de filiales	(110)	(50)
Dividendes versés	(5 354)	(4 206)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	2 908	(5 773)
Augmentation nette de la trésorerie	(27 300)	27 041
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	33 036	5 995
Trésorerie et équivalents de trésorerie liés à une acquisition (note 6)	400	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	6 136	33 036

Des renseignements additionnels sur les flux de trésorerie figurent à la note 32.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Table des matières

Note

1.	Description des activités.....	9
2.	Base d'établissement	9
3.	Principales méthodes comptables.....	9
4.	Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations.....	25
5.	Modifications comptables futures	29
6.	Acquisitions d'entreprises	30
7.	Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	34
8.	Débiteurs	35
9.	Stocks	36
10.	Prêts à recevoir	36
11.	Participation dans une filiale détenue en vue de la vente	37
12.	Immobilisations corporelles	37
13.	Immobilisations incorporelles	39
14.	Goodwill.....	40
15.	Facilités de crédit.....	41
16.	Provisions	42
17.	Produits différés et dépôts	43
18.	Dette à long terme	43
19.	Capital-actions.....	44
20.	Options sur actions	44
21.	Bénéfice par action	44
22.	Instruments financiers	44
23.	Renseignements concernant le capital.....	47
24.	Produits.....	48
25.	Charges opérationnelles.....	49
26.	Contrats de location simple	49
27.	Engagements	50
28.	Garantie	50
29.	Passifs éventuels.....	50
30.	Impôt sur le résultat	51
31.	Information sectorielle.....	52
32.	Tableau des flux de trésorerie.....	54
33.	Transactions entre parties liées.....	55

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

1. Description des activités

Le Groupe d'Alimentation MTY Inc. (la « Société ») est un franchiseur exerçant ses activités dans le secteur de la restauration rapide. Ses activités consistent à franchiser des concepts et à exploiter des établissements lui appartenant sous une multitude de bannières. La Société exploite également un centre de distribution et une usine de transformation des aliments, lesquels sont situés dans la province de Québec.

La Société a été constituée sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et est inscrite à la Bourse de Toronto. Son siège social se situe au 8150, autoroute Transcanadienne, bureau 200, Ville Saint-Laurent (Québec).

2. Base d'établissement

Les états financiers consolidés ont été dressés selon la méthode du coût historique, sauf en ce qui concerne les instruments financiers dérivés, qui ont été évalués à la juste valeur, et en ce qui concerne les provisions, qui ont été évaluées selon les meilleures estimations de la direction. Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la Société, et les montants des tableaux sont arrondis au millier de dollars près, sauf avis contraire.

Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés de la Société ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Le conseil d'administration a autorisé la publication des présents états financiers consolidés le 12 février 2014.

3. Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables décrites ci-après ont été appliquées de manière cohérente à toutes les périodes visées par les états financiers consolidés.

Méthode de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et des entités (y compris les entités ad hoc) contrôlées par la Société (ses filiales). La Société détient le contrôle lorsqu'elle a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les principales filiales sont les suivantes :

<u>Principales filiales</u>	<u>Participation aux capitaux propres</u>
Les Entreprises MTY Tiki Ming inc.	100%
The Extreme Pita Franchising USA, Inc.	100%
Mucho Burrito Franchising USA, Inc.	100%
9286-5591 Québec inc.	80%
154338 Canada inc.	50%

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

3. Principales méthodes comptables (suite)

Méthode de consolidation (suite)

Les produits et les charges des filiales acquises au cours de l'exercice sont compris dans l'état consolidé des résultats à compter de la date d'entrée en vigueur de l'acquisition. Les filiales sont consolidées de leur date d'acquisition jusqu'à la date à laquelle la Société cesse d'en détenir le contrôle. Le total du résultat global des filiales est attribué aux propriétaires de la Société et aux participations ne donnant pas le contrôle, même si cela se traduit par un solde déficitaire pour les participations ne donnant pas le contrôle.

Les transactions, charges, soldes et produits intersociétés sont tous entièrement éliminés lors de la consolidation.

En vertu des contrats de franchise, les franchisés doivent verser une cotisation au fonds promotionnel. Ces cotisations sont perçues par la Société en sa qualité d'agent et doivent être utilisées à des fins promotionnelles et publicitaires, les montants étant réservés à la promotion des bannières respectives dans l'intérêt des franchisés. Les cotisations au fonds promotionnel perçues par la Société ne sont pas comptabilisées dans l'état consolidé des résultats de la Société, mais plutôt en tant que montants à verser au fonds promotionnel.

Regroupements d'entreprises

Les acquisitions d'entreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée lors d'un regroupement d'entreprises est évaluée à la juste valeur, calculée comme étant la somme des justes valeurs, à la date d'acquisition, des actifs transférés par la Société et des passifs engagés par la Société auprès des anciens propriétaires de l'entreprise acquise en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les frais connexes à l'acquisition sont comptabilisés en résultat net à mesure qu'ils sont engagés.

À la date d'acquisition, les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition, sauf les actifs ou les passifs d'impôt différé et les actifs ou les passifs liés aux avantages du personnel, qui sont respectivement constatés et évalués conformément à IAS 12, *Impôts sur le résultat* et à IAS 19, *Avantages du personnel*.

Le goodwill est calculé comme étant l'excédent de la somme de la contrepartie transférée, du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et de la juste valeur de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise (le cas échéant) sur le montant net à la date d'acquisition des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Si, après la réévaluation, le montant net à la date d'acquisition des actifs identifiables acquis et des passifs repris est plus élevé que la somme de la contrepartie transférée, du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et de la juste valeur de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise (le cas échéant), l'excédent est comptabilisé immédiatement dans les profits ou les pertes en tant que profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses.

Les participations ne donnant pas le contrôle constituent des droits de propriété actuels et leurs porteurs ont droit à une quote-part de l'actif net de l'entité en cas de liquidation. Ces participations peuvent être initialement mesurées soit à la juste valeur, soit selon la quote-part des participations ne donnant pas le contrôle dans l'actif net identifiable comptabilisé de l'entreprise acquise. La méthode d'évaluation est choisie selon la transaction. Les autres types de participations ne donnant pas le contrôle sont évalués à la juste valeur, ou, le cas échéant, conformément à la méthode prescrite par une autre IFRS.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

3. Principales méthodes comptables (suite)

Regroupements d'entreprises (suite)

Lorsque la contrepartie transférée par la Société dans le cadre d'un regroupement d'entreprises comprend des actifs ou des passifs liés à un accord de contrepartie éventuelle, la contrepartie éventuelle est évaluée à sa juste valeur à la date d'acquisition et incluse comme une partie de la contrepartie transférée dans le cadre du regroupement d'entreprises. Les variations de la juste valeur de la contrepartie éventuelle qui constituent des ajustements de période d'évaluation sont comptabilisées de manière rétrospective, et les ajustements correspondants sont comptabilisés à même le goodwill. Les ajustements de période d'évaluation sont des ajustements qui découlent d'informations additionnelles obtenues durant la période d'évaluation (qui ne peut excéder un an à partir de la date d'acquisition) à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition.

La comptabilisation ultérieure des variations de la juste valeur de la contrepartie éventuelle qui ne constituent pas des ajustements de période d'évaluation dépend du classement de la contrepartie éventuelle. La contrepartie éventuelle classée en capitaux propres n'est pas réévaluée aux dates de clôture ultérieures, et son règlement ultérieur est comptabilisé en capitaux propres. La contrepartie éventuelle classée comme un actif ou un passif est réévaluée aux dates de clôture ultérieures conformément à IAS 39, *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation* ou à IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, selon le cas, et le profit ou la perte correspondant est comptabilisé en résultat net.

Lorsqu'un regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, la participation précédemment détenue par la Société dans l'entreprise acquise est réévaluée à la juste valeur à la date d'acquisition (c.-à-d. la date à laquelle la Société obtient le contrôle), et le profit ou la perte découlant de cette réévaluation, le cas échéant, est comptabilisé en résultat net. Les montants liés aux participations dans l'entreprise acquise avant la date d'acquisition qui ont été précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat net lorsqu'un tel traitement aurait été approprié si ces participations avaient été cédées.

Si la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises est inachevée à la fin de la période de présentation de l'information financière au cours de laquelle le regroupement d'entreprises survient, la Société mentionne dans ses états financiers les montants provisoires relatifs aux éléments pour lesquels la comptabilisation est inachevée. Ces montants provisoires sont ajustés de manière rétrospective pendant la période d'évaluation (voir ci-dessus), ou des actifs ou passifs additionnels sont comptabilisés, afin de refléter les informations nouvelles obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition et qui, si elles avaient été connues, auraient eu une incidence sur les montants comptabilisés à cette date.

Les variations des participations dans une filiale qui n'entraînent aucune perte de contrôle sont comptabilisées en tant qu'opérations sur capitaux propres, sans incidence sur le résultat net ou sur les autres éléments du résultat global.

Goodwill

Le goodwill découlant de l'acquisition d'une entreprise est comptabilisé au coût établi à la date de l'acquisition de l'entreprise, déduction faite des cumuls des pertes de valeur, le cas échéant.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

3. Principales méthodes comptables (suite)

Goodwill (suite)

Si le goodwill a été affecté à une unité génératrice de trésorerie et qu'une partie des activités de cette unité est cédée, le goodwill lié aux activités cédées est inclus dans la valeur comptable des activités lors de la détermination du profit ou de la perte sur cession des activités. Le goodwill cédé dans ces circonstances est évalué sur la base des valeurs relatives des activités et de la part de l'unité génératrice de trésorerie conservée.

Comptabilisation des produits

Les produits sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que les avantages économiques iront à la Société et lorsque les produits peuvent être évalués de manière fiable, sans égard au moment où le paiement sera effectué. Les produits sont évalués selon la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, compte tenu des modalités de paiement définies par contrat et compte non tenu des taxes et des droits.

Les produits sont généralement comptabilisés à la vente des produits et services, lorsque les produits sont livrés ou les services exécutés, lorsque toutes les obligations contractuelles ont été remplies et lorsque le recouvrement des sommes dues est raisonnablement assuré.

i. Produits tirés des franchises

Les redevances sont basées soit sur un pourcentage des ventes brutes comptabilisées par les franchisés, soit sur des frais mensuels fixes. Elles sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'engagement, selon la teneur des accords connexes, s'il est probable que les avantages économiques iront à la Société et si la valeur des produits peut être évaluée de manière fiable.

Les droits de franchise initiaux sont comptabilisés lorsque la quasi-totalité des services initiaux, tels qu'ils sont énoncés dans le contrat de franchise, ont été exécutés, ce qui correspond habituellement à la date de début des activités de la franchise.

Les produits tirés de la vente d'établissements franchisés sont comptabilisés au moment où le franchisé prend le contrôle de la franchise.

Les produits tirés de la construction et de la rénovation de restaurants sont comptabilisés selon l'état d'avancement de l'activité au contrat à la fin de la période de présentation de l'information financière. Ils sont évalués en fonction des coûts du contrat engagés pour le travail effectué à ce jour par rapport au total estimatif des coûts du contrat, sauf dans l'éventualité où cette proportion ne serait pas représentative de l'état d'avancement. Les changements au contrat, les réclamations et les paiements incitatifs sont inclus dans la mesure où les montants peuvent être évalués de manière fiable et où le recouvrement des montants est considéré comme probable. Lorsqu'il est possible que le total des coûts du contrat excède les produits tirés du contrat, la perte prévue est immédiatement comptabilisée en charges. Lorsque le résultat du projet ne peut être estimé de manière fiable, les produits sont comptabilisés jusqu'à concurrence des charges comptabilisées au cours de la période. L'excédent des produits comptabilisés sur les montants facturés est comptabilisé dans les débiteurs.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

3. Principales méthodes comptables (suite)

Comptabilisation des produits (suite)

i. Produits tirés des franchises (suite)

Les droits liés aux licences maîtresses sont comptabilisés lorsque la Société a rempli la quasi-totalité de ses obligations importantes initiales aux termes du contrat, ce qui se produit généralement lors de la signature du contrat. Ces produits sont comptabilisés dans les droits de franchise initiaux (note 24).

Les droits liés au renouvellement et au transfert sont comptabilisés lorsque la quasi-totalité des services applicables requis par la Société aux termes du contrat de franchise ont été exécutés, ce qui se produit généralement lors de la signature du contrat. Ces produits sont comptabilisés dans les autres produits (note 24).

La Société tire des revenus de certains contrats de location qu'elle détient et de la location d'enseignes. La politique de la Société est décrite ci-dessous.

La Société reçoit des contreparties de certains fournisseurs. Les apports des fournisseurs sont comptabilisés en tant que produits à mesure qu'ils sont gagnés. Ces produits sont comptabilisés dans les autres revenus de franchisage (note 24).

ii. Produits tirés du centre de distribution

Les produits liés à la distribution sont comptabilisés lorsque les biens ont été livrés ou lorsque les risques et avantages importants inhérents à la propriété ont été transférés et qu'il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société.

iii. Produits tirés de la transformation des aliments

Les produits liés à la transformation des aliments sont comptabilisés lorsque les biens ont été livrés aux utilisateurs finaux ou lorsque les risques et avantages importants inhérents à la propriété ont été transférés aux distributeurs et qu'il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société.

iv. Produits tirés des établissements appartenant à la Société

Les produits tirés des établissements appartenant à la Société sont comptabilisés lorsque les biens sont livrés aux clients.

Location

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement lorsque les modalités du contrat de location font en sorte que la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés au locataire. Tous les autres contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple.

La Société en tant que bailleur

Les revenus locatifs tirés des contrats de location simple sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée du contrat de location visé.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

3. Principales méthodes comptables (suite)

Location (suite)

La Société en tant que preneur

Les paiements au titre de contrats de location simple sont comptabilisés en charges de façon linéaire sur la durée du contrat de location, sauf si une autre méthode est plus représentative du calendrier selon lequel les actifs loués procurent des avantages économiques. Les loyers conditionnels liés aux contrats de location simple sont comptabilisés en charges dans les périodes au cours desquelles ils sont engagés.

Dans le cas où des incitatifs à la location sont accordés lors de la négociation des contrats de location simple, ils sont comptabilisés en tant que passif. L'ensemble des avantages tirés des incitatifs est comptabilisé en réduction des charges locatives de façon linéaire, sauf si une autre méthode est plus représentative du calendrier selon lequel les actifs loués procurent des avantages économiques.

Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les présents états financiers consolidés sont présentés dans la monnaie fonctionnelle de la Société, le dollar canadien. Chaque entité de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle; les éléments des états financiers de chaque entité sont évalués en utilisant cette monnaie. La monnaie fonctionnelle est celle de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités.

Devises

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, les actifs et passifs monétaires libellés autrement que dans la monnaie fonctionnelle de la Société sont convertis aux taux de change en vigueur à cette date. Les éléments non monétaires sont convertis aux taux de change historiques. Les produits et charges sont convertis au taux de change en vigueur à la date de la transaction, sauf les amortissements, qui sont convertis aux taux de change historiques. Les profits et pertes de change sont comptabilisés en résultat net dans la période au cours de laquelle ils se produisent, en tant qu'autres (gains) pertes. Les actifs et passifs d'un établissement à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle diffère de celle de la Société sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et charges sont convertis au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les écarts de change qui résultent de la conversion d'un établissement à l'étranger sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Lors de la sortie totale ou partielle du placement dans un établissement à l'étranger, l'écart de conversion des monnaies étrangères ou une partie de celui-ci sera comptabilisé en résultat net en tant qu'autres (gains) pertes.

Imposition

La charge d'impôt sur le résultat représente la somme des impôts actuellement exigibles et de l'impôt différé.

Impôt exigible

L'impôt actuellement exigible est fondé sur le bénéfice imposable de l'exercice. Le bénéfice imposable diffère du bénéfice inscrit dans l'état consolidé du résultat global en raison des éléments des produits ou des charges qui sont imposables ou déductibles pour d'autres exercices et des éléments qui ne sont jamais imposables ni déductibles. Le passif de la Société lié à l'impôt exigible est calculé selon les taux d'imposition qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

3. Principales méthodes comptables (suite)

Imposition (suite)

Impôt différé

L'impôt différé est constaté pour les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs dans les états financiers consolidés et leurs valeurs fiscales correspondantes utilisées pour le calcul du bénéfice imposable. Les passifs d'impôt différé sont généralement constatés pour toutes les différences temporaires imposables. Les actifs d'impôt différé sont généralement constatés pour toutes les différences temporaires déductibles, dans la mesure où il est probable qu'il existera un bénéfice imposable auquel pourront être imputées ces différences temporaires déductibles. Ces actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas comptabilisés si les différences temporaires découlent d'un goodwill ou de la comptabilisation initiale (autrement que dans le cadre d'un regroupement d'entreprises) d'autres actifs et passifs dans le cadre d'une transaction qui n'affecte ni le bénéfice imposable ni le bénéfice comptable.

Des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les différences temporaires imposables liées à des participations dans des filiales, sauf lorsque la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire s'inversera et qu'il est probable que la différence temporaire ne s'inversera pas dans un avenir prévisible. Les actifs d'impôt différé découlant des différences temporaires déductibles générées par de telles participations ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'il existera un bénéfice imposable suffisant auquel pourra être imputée la différence temporaire et que la différence temporaire s'inversera dans un avenir prévisible.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'imposition qui devraient s'appliquer pour la période au cours de laquelle le passif sera réglé ou l'actif réalisé, selon les taux d'imposition (et les lois fiscales) qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé reflète les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont la Société s'attend, à la fin de la période de présentation de l'information financière, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et passifs.

Impôt exigible et impôt différé pour l'exercice

L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés en résultat net, sauf lorsqu'ils concernent des éléments comptabilisés en autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres, auquel cas l'impôt exigible ou l'impôt différé est aussi comptabilisé en autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres, respectivement. Lorsque l'impôt exigible ou l'impôt différé est généré par la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises, l'incidence fiscale est comprise dans la comptabilisation du regroupement d'entreprises.

Participation dans une filiale détenue en vue de la vente

Une participation dans une filiale est classée comme détenue en vue de la vente si sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue. Cette condition n'est considérée comme remplie que si l'actif est disponible en vue d'une vente immédiate dans son état actuel et que la vente est hautement probable. La direction doit s'être engagée à l'égard de la vente et s'attendre à ce qu'elle soit effectuée dans l'année du classement de la participation comme détenue en vue de la vente.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

3. Principales méthodes comptables (suite)

Participation dans une filiale détenue en vue de la vente (suite)

Les participations dans une filiale classées comme détenues en vue de la vente sont évaluées au moindre de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des frais de vente. Les pertes de valeur sur une participation initialement classée comme détenue en vue de la vente et les gains ou pertes sur une réévaluation ultérieure sont comptabilisés en résultat net. Une fois classées comme détenues en vue de la vente, les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles ne sont plus amorties.

Immobilisations corporelles

Les terrains et les bâtiments qui sont détenus pour être utilisés dans la production ou la fourniture de biens ou de services, ou à des fins administratives, sont présentés dans l'état consolidé de la situation financière à leurs coûts historiques, déduction faite de l'amortissement cumulé (bâtiments) et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les dépenses qui sont directement attribuables à l'acquisition de l'actif, y compris tous les coûts directement attribuables à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue.

Le matériel, les améliorations locatives, le matériel roulant et le matériel informatique sont présentés au coût diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

L'amortissement est comptabilisé de manière à éliminer le coût ou l'évaluation des actifs (autres que les terrains), diminué de leur valeur résiduelle sur leur durée d'utilité, au moyen de la méthode linéaire. Les durées d'utilité estimées, les valeurs résiduelles et les méthodes d'amortissement sont revues à la fin de chaque exercice et l'incidence de tout changement des estimations est comptabilisée de manière prospective.

Un élément d'immobilisations corporelles est décomptabilisé lors de sa sortie ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de l'utilisation continue de l'actif. Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un élément d'immobilisations corporelles est déterminé comme étant la différence entre le produit des ventes et la valeur comptable de l'actif et est comptabilisé en résultat net.

L'amortissement est basé sur les durées suivantes :

Bâtiments		
Structure et composants	Linéaire	25 à 50 ans
Matériel	Linéaire	3 à 10 ans
Améliorations locatives et enseignes	Linéaire	Durée du bail
Matériel roulant	Linéaire	5 à 7 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 à 7 ans

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

3. Principales méthodes comptables (suite)

Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles acquises séparément

Les immobilisations incorporelles dont les durées d'utilité sont déterminées et qui sont acquises séparément sont comptabilisées au coût diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement est comptabilisé de façon linéaire sur leurs durées d'utilité estimées. Les durées d'utilité estimées et les méthodes d'amortissement sont revues à la fin de chaque exercice et l'incidence de tout changement des estimations est comptabilisée de manière prospective. Les immobilisations incorporelles dont les durées d'utilité sont indéterminées et qui sont acquises séparément sont comptabilisées au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles acquises lors d'un regroupement d'entreprises et comptabilisées séparément du goodwill sont initialement comptabilisées à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Après la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées au coût diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur, selon la même méthode que celle utilisée pour les immobilisations incorporelles acquises séparément. Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée ne sont pas amorties et sont par conséquent comptabilisées au coût diminué du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

Décomptabilisation des immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est décomptabilisée lors de sa sortie ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa sortie. Le profit ou la perte découlant de la décomptabilisation d'une immobilisation incorporelle, déterminé comme étant la différence entre le produit net de la sortie de l'actif et sa valeur comptable, est comptabilisé en résultat net lors de la décomptabilisation de l'actif.

Les immobilisations incorporelles suivantes figurent actuellement dans les livres de la Société :

Droits de franchise et droits de franchise maîtresse

Les droits de franchise et les droits de franchise maîtresse acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises ont été comptabilisés à la juste valeur des flux de rentrées futurs estimés générés par l'acquisition de franchises. Les droits de franchise et les droits de franchise maîtresse sont généralement amortis de façon linéaire sur la durée des accords, qui varie généralement entre 10 et 20 ans.

Certains droits de franchise maîtresse n'ont pas de durée précise. Par conséquent, ils ne sont pas amortis, puisque leur durée de vie est indéterminée.

Droits de substitution

Les droits de substitution sont des droits que la Société peut exercer afin de prendre possession des lieux loués et des baux correspondants à sa franchise en cas de défaut de paiement. Ces droits acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises ont été comptabilisés à la juste valeur au moment de l'acquisition et sont amortis de façon linéaire sur la durée des contrats de franchise.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

3. Principales méthodes comptables (suite)

Immobilisations incorporelles (suite)

Marques de commerce

Les marques de commerce acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises ont été comptabilisées à leur juste valeur au moment de l'acquisition et elles ne sont pas amorties. Il a été déterminé que les marques de commerce avaient une durée d'utilité indéterminée en raison de la forte reconnaissance qui leur est associée et de leur capacité à générer des produits dans une conjoncture économique changeante, et ce, pour une durée indéterminée.

Contrats de location

Les contrats de location, qui représentent la valeur associée aux conditions ou aux emplacements préférentiels, sont amortis de façon linéaire sur leur durée.

Autres

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les droits de distribution obtenus dans le cadre de l'acquisition de Country Style Food Services Inc., lesquels ont été amortis sur la durée de vie résiduelle des contrats. Les droits de distribution étaient entièrement amortis à la fin de la période.

Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles autres que le goodwill

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société revoit les valeurs comptables de ses immobilisations corporelles et de ses immobilisations incorporelles afin de déterminer s'il y a une indication que ces actifs ont subi une perte de valeur. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable des actifs est estimée afin de déterminer l'ampleur de la perte de valeur (le cas échéant). Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif pris individuellement, la Société estime la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient. Lorsqu'il est possible de déterminer un mode d'affectation raisonnable et cohérent, les actifs de support sont également affectés aux unités génératrices de trésorerie prises individuellement, ou au plus petit groupe d'unités génératrices de trésorerie pour lequel un mode d'affectation raisonnable et cohérent peut être déterminé.

Les immobilisations incorporelles dont les durées d'utilité sont indéterminées et les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service sont soumises à un test de dépréciation au moins une fois par année et chaque fois qu'il existe une indication que l'actif a pu subir une perte de valeur.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. Dans le cadre de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif pour lesquels les estimations de flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées.

Si la valeur recouvrable estimée d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est ramenée à sa valeur recouvrable. Une perte de valeur est immédiatement comptabilisée en résultat net.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

3. Principales méthodes comptables (suite)

Immobilisations incorporelles (suite)

Lorsqu'une perte de valeur est reprise ultérieurement, la valeur comptable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable, dans la mesure où cette valeur comptable augmentée n'est pas supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif (ou l'unité génératrice de trésorerie) au cours d'exercices antérieurs. La reprise d'une perte de valeur est immédiatement comptabilisée en résultat net.

Perte de valeur du goodwill

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie (ou à chacun des groupes d'unités génératrices de trésorerie) de la Société qui devraient bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises.

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société revoit les valeurs comptables du goodwill afin de déterminer s'il y a une indication qu'il a subi une perte de valeur. S'il y a une indication de perte de valeur, la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle le goodwill est attribué est estimée afin de déterminer l'ampleur de la perte de valeur (le cas échéant). Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité, puis est imputée aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif compris dans l'unité. Toute perte de valeur concernant un goodwill est comptabilisée directement en résultat net dans l'état consolidé des résultats. Une perte de valeur comptabilisée pour un goodwill n'est pas reprise dans des périodes ultérieures. Qu'il y ait une indication de perte de valeur ou non, le goodwill est soumis à un test de dépréciation au moins une fois par année, et chaque fois qu'il y a une indication de perte de valeur.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. Dans le cadre de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif pour lesquels les estimations de flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements à court terme, s'il en est, dont l'échéance à l'acquisition est généralement de trois mois ou moins ou qui sont rachetables en tout temps à pleine valeur et dont le risque de variation de valeur n'est pas important.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé au moyen de la méthode du premier entré, premier sorti, et il comprend les coûts d'acquisition, les coûts de transformation et les autres coûts engagés pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. Le coût des produits finis comprend une quote-part des coûts indirects de production fondée sur la capacité de production normale.

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats pour la construction et la vente de franchises. Les travaux en cours connexes comprennent tous les coûts directs liés à la construction de ces franchises et sont comptabilisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

3. Principales méthodes comptables (suite)

Stocks (suite)

La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé des stocks, diminué de tous les coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable que la Société doive éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé à titre de provision correspond à la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la fin de la période de présentation de l'information financière, compte tenu des risques et incertitudes liés à l'obligation. Lorsque la provision est évaluée selon les flux de trésorerie estimés requis pour éteindre l'obligation, sa valeur comptable correspond à la valeur actuelle de ces flux de trésorerie (lorsque l'incidence de la valeur temps de l'argent est significative).

Lorsqu'il est attendu que la totalité ou une partie des avantages économiques nécessaires à l'extinction d'une provision sera recouvrée auprès d'un tiers, une créance est comptabilisée en tant qu'actif si la Société a la quasi-certitude de recevoir ce remboursement et que la valeur de la créance peut être évaluée de manière fiable.

Contrats déficitaires

Les obligations actuelles résultant de contrats déficitaires sont comptabilisées et évaluées comme des provisions. Un contrat est considéré comme déficitaire lorsque la Société a conclu un contrat pour lequel les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques attendus du contrat.

Passifs liés aux cartes-cadeaux et aux programmes de fidélisation

Les passifs liés aux cartes-cadeaux correspondent aux passifs associés aux soldes inutilisés de cartes de paiement rechargeables. Les passifs liés aux programmes de fidélisation correspondent à la valeur en argent des points de fidélité gagnés et inutilisés par les clients.

Procès, litiges et établissements fermés

Des provisions pour les coûts prévus liés aux procès, aux litiges et au règlement des contrats de location des établissements fermés sont comptabilisées lorsqu'il devient probable que la Société devra éteindre l'obligation, selon les meilleures estimations de la direction quant aux dépenses requises pour éteindre l'obligation de la Société.

Passifs éventuels repris lors d'un regroupement d'entreprises

Les passifs éventuels repris lors d'un regroupement d'entreprises sont initialement évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. À la fin des périodes de présentation de l'information financière subséquentes, ces passifs éventuels sont évalués au plus élevé du montant qui aurait été comptabilisé en vertu d'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, et du montant initialement comptabilisé diminué du cumul de l'amortissement comptabilisé, le cas échéant.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

3. Principales méthodes comptables (suite)

Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont comptabilisés lorsqu'une entité devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Les actifs financiers et les passifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'actifs financiers et de passifs financiers (autres que des actifs financiers et des passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net) sont ajoutés à la juste valeur des actifs financiers ou des passifs financiers ou en sont déduits, selon le cas, lors de la comptabilisation initiale. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition d'actifs financiers et de passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés immédiatement en résultat net.

Les évaluations subséquentes des actifs financiers et des passifs financiers sont effectuées en fonction de leur classement, tel qu'il est décrit ci-dessous. Leur classement est fondé sur l'objectif pour lequel les instruments financiers ont été acquis ou émis, leurs caractéristiques et la façon dont la Société a désigné ces instruments.

Classement

Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements temporaires	Prêts et créances
Débiteurs	Prêts et créances
Dépôts	Prêts et créances
Prêts et autres débiteurs	Prêts et créances
Créditeurs et charges à payer	Autres passifs financiers
Dette à long terme	Autres passifs financiers

Actifs financiers

Les actifs financiers sont classés selon les catégories suivantes : actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, placements détenus jusqu'à leur échéance, actifs financiers disponibles à la vente et prêts et créances. Le classement dépend de la nature et de l'objectif des actifs financiers et est déterminé au moment de la comptabilisation initiale.

Méthode du taux d'intérêt effectif

La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un instrument d'emprunt et d'affectation des produits d'intérêts au cours de la période concernée. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les encaissements de trésorerie futurs estimés (y compris l'ensemble des commissions et des points payés ou reçus faisant partie intégrante du taux d'intérêt effectif, des coûts de transaction ainsi que des autres surcotes ou décotes) sur la durée de vie prévue de l'instrument d'emprunt ou, si cela est approprié, sur une période plus courte, à la valeur comptable nette au moment de la comptabilisation initiale.

Les produits tirés des instruments d'emprunt classés dans une autre catégorie que celle des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

3. Principales méthodes comptables (suite)

Actifs financiers (suite)

Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente sont des actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme disponibles à la vente ou qui ne sont pas classés comme a) des prêts et des créances, b) des placements détenus jusqu'à leur échéance, ou c) des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net.

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les prêts et créances (qui comprennent les créances clients et autres débiteurs, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, ainsi que les dépôts) sont évalués au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, moins toute perte de valeur.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif, sauf pour les créances à court terme lorsque la comptabilisation des intérêts serait non significative.

Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers, autres que ceux à la juste valeur par le biais du résultat net, sont évalués pour déterminer s'il existe des indicateurs de perte de valeur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. On considère qu'un actif financier a subi une perte de valeur lorsqu'il existe une indication objective de l'incidence d'un ou de plusieurs événements survenus après la comptabilisation initiale de cet actif financier sur les flux de trésorerie futurs estimés liés au placement.

Pour tous les autres actifs financiers, les éléments ci-dessous peuvent représenter une indication objective de perte de valeur :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de la contrepartie;
- une rupture de contrat, telle qu'un défaut ou retard de paiement des intérêts ou du principal;
- la probabilité croissante de faillite ou autre restructuration financière de l'emprunteur;
- la disparition d'un marché pour cet actif financier, du fait de difficultés financières.

Pour certaines catégories d'actifs financiers, notamment les créances clients, les actifs qui ne se sont pas dépréciés individuellement font également l'objet d'un test de dépréciation collectif. Les éléments suivants peuvent représenter une indication objective de la dépréciation d'un portefeuille de créances : les antécédents de la Société en matière de recouvrement, une augmentation du nombre de retards de paiement au sein du portefeuille, au-delà d'une période de crédit, et des changements observables dans la conjoncture économique nationale ou régionale qui sont en corrélation avec les défaillances sur les créances.

Pour les actifs financiers comptabilisés au coût amorti, le montant de la perte de valeur comptabilisée est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif financier.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

3. Principales méthodes comptables (suite)

Actifs financiers (suite)

Dépréciation d'actifs financiers (suite)

Pour les actifs financiers comptabilisés au coût, le montant de la perte de valeur est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux de rendement courant sur le marché pour un actif financier similaire. Une perte de valeur ainsi comptabilisée ne doit pas être reprise lors d'une période ultérieure.

La valeur comptable de l'actif financier est réduite du montant de la perte de valeur directement pour tous les actifs financiers, à l'exception des créances clients, dont la valeur comptable est réduite par l'utilisation d'un compte de correction de valeur. Si une créance client est considérée comme irrécouvrable, elle est sortie à même le compte de correction de valeur. Tout recouvrement ultérieur des montants précédemment sortis est crédité au compte de correction de valeur. Les variations de la valeur comptable du compte de correction de valeur sont comptabilisées en résultat net.

Lorsqu'un actif financier classé comme disponible à la vente est considéré comme étant déprécié, les profits et pertes cumulatifs auparavant comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat net au cours de la période.

Pour les actifs financiers évalués au coût amorti, si au cours d'une période ultérieure le montant de la perte de valeur diminue et si cette diminution peut être liée objectivement à un événement survenant après la comptabilisation de la perte de valeur, la perte de valeur précédemment comptabilisée est reprise par le biais du résultat net, dans la mesure où la valeur comptable du placement à la date de la reprise de la perte de valeur n'est pas supérieure au coût amorti qui aurait été obtenu si la perte de valeur n'avait pas été comptabilisée.

Décomptabilisation des actifs financiers

La Société décomptabilise un actif financier seulement si les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration, ou lorsque la Société transfère à une autre entité l'actif financier ainsi que la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de cet actif. Lors de la décomptabilisation d'un actif financier dans son intégralité, la différence entre la valeur comptable de l'actif et la somme de la contrepartie reçue ou à recevoir et du profit ou de la perte cumulé qui avait été comptabilisé dans les autres éléments du résultat global et ajouté aux capitaux propres est comptabilisé en résultat net.

Passifs financiers

Classement à titre d'emprunt ou de capitaux propres

Les instruments d'emprunt et de capitaux propres émis par une entité sont classés soit comme passifs financiers, soit comme capitaux propres, selon la substance des ententes contractuelles et les définitions d'un passif financier et d'un instrument de capitaux propres.

Instruments de capitaux propres

Un instrument de capitaux propres est tout contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs. Les instruments de capitaux propres émis par la Société sont comptabilisés selon le montant du produit reçu, déduction faite des frais d'émission directs.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

3. Principales méthodes comptables (suite)

Passifs financiers (suite)

Passifs financiers

Les passifs financiers sont classés soit comme passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, soit comme autres passifs financiers.

Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers (y compris les emprunts) sont par la suite évalués au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Décomptabilisation des passifs financiers

La Société décomptabilise un passif financier seulement lorsque les obligations de la Société sont éteintes, sont annulées ou arrivent à expiration. La différence entre la valeur comptable du passif financier décomptabilisé et la contrepartie payée et exigible est comptabilisée en résultat net.

Instruments financiers dérivés

La Société est partie à divers instruments financiers dérivés de gré à gré, afin de réduire son exposition à la volatilité des prix de certaines marchandises ainsi qu'au risque de change, notamment des contrats de change à terme. Une description détaillée des instruments financiers dérivés figure à la note 22.

Les instruments dérivés sont comptabilisés initialement à la juste valeur à la date à laquelle le contrat dérivé est conclu et sont ultérieurement évalués à leur juste valeur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Le profit ou la perte qui en découle est comptabilisé immédiatement en résultat net, sauf lorsque l'instrument dérivé est un instrument de couverture désigné et efficace, auquel cas le moment de la comptabilisation en résultat net dépend de la nature de la relation de couverture. La Société n'a actuellement pas d'instrument de couverture désigné.

Dérivés incorporés

Les instruments dérivés incorporés dans des contrats hôtes non dérivés sont traités comme des dérivés séparés si leurs risques et caractéristiques ne sont pas étroitement liés aux risques et caractéristiques des contrats hôtes et que les contrats hôtes ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Au 30 novembre 2013 et au 30 novembre 2012, la Société ne détenait aucun dérivé incorporé.

Fonds promotionnels

La Société assure la gestion des fonds affectés à la promotion de ses bannières. Ces fonds sont établis pour chacune des bannières et servent à recueillir et à gérer des sommes destinées au financement de programmes publicitaires et promotionnels ainsi que d'autres mesures visant à accroître les ventes et à améliorer l'image et la réputation des bannières. Les apports à ces fonds correspondent à un pourcentage du chiffre d'affaires. Les produits et charges des fonds promotionnels ne sont pas présentés dans l'état des résultats de la Société, car les apports versés à ces fonds sont présentés séparément et destinés à des fins précises. L'ensemble des sommes à payer au titre des réserves liées aux fonds promotionnels s'élève à 684 \$ (2 726 \$ au 30 novembre 2012). Ces sommes sont présentées dans les créditeurs et charges à payer.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

3. Principales méthodes comptables (suite)

Informations sectorielles

Un secteur opérationnel est une composante identifiable de la Société qui se livre à des activités commerciales dont elle peut tirer des produits et pour lesquelles elle peut engager des charges, y compris des produits et des charges relatifs à des transactions avec d'autres composantes de la Société, et pour laquelle de l'information financière distincte est disponible. Des informations sectorielles sont fournies à l'égard des secteurs opérationnels de la Société (note 31), lesquels sont établis en fonction de la structure de gestion de la Société et de sa structure interne de présentation de l'information financière. Les résultats opérationnels de tous les secteurs opérationnels sont régulièrement examinés par la direction en vue de prendre des décisions sur les ressources à affecter au secteur et d'évaluer la performance de celui-ci. La Société exerce ses activités dans quatre secteurs distincts : le franchisage, l'exploitation de restaurants, la distribution et la transformation des aliments.

4. Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations

L'application des méthodes comptables de la Société, qui sont décrites à la note 3, requiert de la direction qu'elle exerce son jugement quant à l'application des normes comptables, à l'établissement d'estimations et à la formulation d'hypothèses sur les valeurs comptables d'actifs et de passifs qu'il n'est pas facile d'établir au moyen d'autres sources. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont fondées sur l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme pertinents. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont régulièrement révisées. Les révisions sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si la révision n'a d'incidence que sur cette période, ou dans la période de la révision et dans les périodes ultérieures si la révision a une incidence sur la période considérée et sur les périodes ultérieures.

Recours à des jugements d'importance critique lors de l'application des méthodes comptables

Les jugements d'importance critique, autres que ceux portant sur des estimations, qui ont été posés par la direction dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la Société et qui ont l'incidence la plus importante sur les montants présentés dans les états financiers consolidés portent sur les points suivants.

Définition des unités génératrices de trésorerie

La Société évalue si des éléments pouvant indiquer une dépréciation sont présents pour l'ensemble des actifs non financiers, à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Pour ce faire, elle doit définir les unités génératrices de trésorerie; celles-ci sont déterminées en fonction des meilleures estimations de la direction quant à la plus petite taille d'un actif ou d'un groupe d'actifs ayant la capacité de générer des entrées de trésorerie.

Comptabilisation des produits

La direction fonde son jugement sur les critères détaillés présentés dans IAS 18, *Produits des activités ordinaires* et dans IAS 11, *Contrats de construction* en matière de comptabilisation des produits tirés de la vente de biens et des contrats de construction; elle examine en particulier si la Société a transféré à l'acheteur les risques et les avantages importants inhérents à la propriété des biens.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

4. Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations (suite)

Recours à des jugements d'importance critique lors de l'application des méthodes comptables (suite)

Consolidation des entités ad hoc

Lorsqu'elle détermine quelles sociétés doivent être consolidées, tel qu'il est expliqué ci-dessus, la Société doit faire preuve de jugement lorsqu'elle détermine qui a le contrôle de fait des entités en question. Ce jugement est réévalué chaque année pour tenir compte des faits les plus récents concernant la situation de chaque entité.

Sources principales d'incertitude relative aux estimations

Les éléments suivants constituent les hypothèses clés concernant l'avenir et les autres sources principales d'incertitude relatives aux estimations à la fin de la période de présentation de l'information financière, qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de l'exercice suivant.

'Regroupements d'entreprises

Pour les regroupements d'entreprises, la Société doit énoncer des hypothèses et faire des estimations afin de déterminer la répartition du prix d'achat de l'entreprise acquise. À cette fin, la Société doit déterminer la juste valeur à la date d'acquisition des actifs identifiables acquis, y compris les immobilisations incorporelles tels les droits de franchise et les marques de commerce, et des passifs repris. Le goodwill représente l'excédent de la juste valeur de la contrepartie transférée, y compris le montant comptabilisé de toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise, sur le montant comptabilisé net des actifs identifiables acquis et des passifs repris, tous évalués à la date d'acquisition. Ces hypothèses et estimations ont une incidence sur les montants comptabilisés à titre d'actif et de passif dans l'état consolidé de la situation financière à la date d'acquisition. De plus, les durées d'utilité estimées des actifs amortissables acquis, l'identification des immobilisations incorporelles et le calcul des durées d'utilité indéfinies ou définies des immobilisations incorporelles acquises ont une incidence sur le résultat futur de la Société.

Dépréciation d'actifs non financiers

L'estimation de la valeur recouvrable des actifs de la Société est généralement fondée sur le calcul de leur valeur d'utilité, car il a été établi que celle-ci était supérieure à la juste valeur moins les coûts de la vente, sauf pour ce qui est de certains actifs des établissements appartenant à la Société, pour lesquels la juste valeur moins les coûts de la vente était plus élevée que la valeur d'utilité. La juste valeur diminuée des coûts de la vente des établissements appartenant à la Société est généralement déterminée en estimant la valeur de liquidation de l'équipement de restaurant.

À l'exception de la valeur des actifs de certains établissements appartenant à la Société et d'une des marques de commerce de la Société, la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») testées était supérieure ou égale à la valeur comptable des actifs. Les estimations des pertes de valeur étaient établies selon un taux d'actualisation de 17 % pour les UGT des établissements appartenant à la Société et de 15 % pour les marques de commerce et les droits de franchise. Les taux d'actualisation sont fondés sur des taux avant impôt qui reflètent l'appréciation courante du marché tout en tenant compte de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'UGT.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

4. Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations (suite)

Sources principales d'incertitude relative aux estimations (suite)

Dépréciation d'actifs non financiers (suite)

Au cours de l'exercice, la Société a comptabilisé une dépréciation des immobilisations corporelles associées à huit de ses UGT, à la suite d'un recul de leur performance. Ces huit UGT consistent en des groupes d'actifs rattachés à des établissements appartenant à la Société. La dépréciation totale, qui s'élève à 135 \$, correspond à une réduction de la valeur comptable des améliorations locatives et du matériel à leur juste valeur diminuée des coûts de la vente, laquelle était supérieure à leur valeur d'utilité.

Ces calculs sont fondés sur notre meilleure estimation des flux de trésorerie futurs, laquelle s'appuie sur les flux de trésorerie de chaque UGT pour l'exercice précédent, extrapolés afin d'obtenir le rendement futur d'une UGT à la date la plus rapprochée des dates suivantes : la résiliation du contrat de location (le cas échéant) ou une échéance à cinq ans; une valeur finale est ensuite calculée au-delà de cette période, dans l'hypothèse qu'il n'y a aucune croissance par rapport aux flux de trésorerie des périodes précédentes. Les flux de trésorerie d'une période de cinq ans ont été utilisés, puisque les prévisions à plus longue échéance ne peuvent être faites avec une précision raisonnable.

Une variation de 1% du taux d'actualisation utilisé pour le calcul de la dépréciation ne se traduirait pas par une dépréciation significative supplémentaire des marques de commerce et droits de franchise ou des immobilisations corporelles des établissements appartenant à la Société.

Au cours de l'exercice, la Société a repris une perte de valeur d'immobilisations corporelles relatives à l'une de ses UGT après que celle-ci eut accru sa rentabilité. La reprise, qui s'élève au total à 64 \$, représente une partie de la perte de valeur de l'actif constatée au cours des exercices précédents; elle est fondée sur de nouvelles estimations des flux de trésorerie futurs de l'UGT.

Dépréciation du goodwill

Pour déterminer si le goodwill a subi une dépréciation, il est nécessaire d'estimer la valeur d'utilité des UGT auxquelles le goodwill a été attribué. Le calcul de la valeur d'utilité exige de la direction qu'elle estime les flux de trésorerie futurs qu'elle prévoit tirer de l'UGT et qu'elle applique un taux d'actualisation approprié afin de déterminer la valeur actualisée. Il a été établi que le goodwill n'avait pas subi de dépréciation au 30 novembre 2013 et au 30 novembre 2012.

La Société a utilisé un taux d'actualisation de 13 % pour l'évaluation du goodwill. Aucune augmentation n'a été appliquée aux flux de trésorerie utilisés pour estimer la valeur finale.

Durées d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles

Comme il est indiqué à la note 3 ci-dessus, la Société revoit les durées d'utilité estimées de ses immobilisations corporelles et de ses immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée à la fin de chaque exercice et détermine si les durées d'utilité de certains éléments devraient être raccourcies ou étendues en fonction de divers facteurs, notamment la technologie, la concurrence et la révision de l'offre de services. Au cours des exercices clos le 30 novembre 2013 et le 30 novembre 2012, la Société n'a pas eu à ajuster les durées d'utilité des actifs en se fondant sur les facteurs décrits précédemment.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

4. Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations (suite)

Sources principales d'incertitude relative aux estimations (suite)

Provisions

La Société formule des hypothèses et des estimations fondées sur sa connaissance actuelle des sommes qu'elle aura à déboursier dans le futur relativement à divers événements passés pour lesquels le montant à déboursier et le moment du décaissement sont incertains au moment de la présentation de ses états financiers.

Comptabilisation des produits de contrats de construction et de rénovation

Les produits de la construction et de la rénovation de restaurants sont comptabilisés en fonction du degré d'avancement de l'activité contractuelle à la fin de la période de présentation de l'information financière. La direction estime le pourcentage d'avancement en se fondant sur les coûts engagés jusqu'alors par rapport aux coûts estimatifs totaux du contrat, sauf dans l'éventualité où cette proportion ne serait pas représentative de l'état d'avancement.

Évaluation des instruments financiers

La Société a recours à des techniques d'évaluation qui tiennent compte de données qui ne sont pas fondées sur des données observables sur le marché pour estimer la juste valeur de certains types d'instruments financiers.

De l'avis de la direction, les techniques d'évaluation et les hypothèses retenues sont appropriées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers.

Consolidation des entités ad hoc

La Société doit consolider quelques sociétés ad hoc. Pour ce faire, la Société doit formuler des hypothèses à l'égard de certaines informations qui ne sont pas disponibles facilement ou qui ne peuvent être obtenues dans les délais de présentation. Ainsi, des hypothèses sont avancées et des estimations sont faites afin d'établir une valeur pour les actifs courants, les passifs courants et les passifs non courants ainsi que les résultats opérationnels en général.

Contrats déficitaires

La Société comptabilise une provision pour contrats déficitaires lorsque les coûts inévitables à engager pour satisfaire à nos obligations en vertu d'un contrat sont supérieurs aux avantages attendus de ce contrat. Cette provision est évaluée à la valeur actualisée du moins élevé des montants suivants : le coût prévu de la résiliation du contrat et le coût net prévu de l'exécution du contrat.

Éventualités

Dans le cours de ses activités, la Société est partie à divers litiges et différends susceptibles de nuire à certains de ses secteurs opérationnels. Les litiges en instance représentent des pertes potentielles pour l'entreprise.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

4. Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations (suite)

Éventualités (suite)

La direction comptabilise des pertes éventuelles lorsqu'elle estime que ces pertes sont probables et qu'elles peuvent être estimées raisonnablement en fonction de l'information disponible à ce moment. Toute perte ainsi comptabilisée serait imputée au résultat et incluse dans les provisions. Tout règlement en espèces serait déduit des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles. La direction estime le montant des pertes en analysant les dénouements éventuels et en examinant diverses stratégies à l'égard des litiges et des règlements.

Débiteurs

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses sur la base de l'expérience passée, de la situation de chaque établissement, de la situation financière de la contrepartie et de l'ancienneté des créances.

Les créances clients comprennent des sommes impayées à la fin de la période de présentation de l'information financière pour lesquelles la Société n'a pas comptabilisé de provision pour créances douteuses, puisque la qualité du crédit de la contrepartie n'a pas subi de modification importante et que ces sommes sont donc considérées comme étant recouvrables.

5. Modifications comptables futures

Plusieurs nouvelles normes, interprétations et modifications de normes existantes ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), mais n'étaient pas encore en vigueur pour la période close le 30 novembre 2013; elles n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation des présents états financiers consolidés.

Les normes suivantes pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société :

En vigueur pour les exercices ouverts à compter du :

Modification d'IFRS 7, <i>Instruments financiers</i> :		
<i>informations à fournir</i>	1 ^{er} janvier 2013	Adoption anticipée permise
IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>	À déterminer	Adoption anticipée permise
IFRS 10, <i>États financiers consolidés</i>	1 ^{er} janvier 2013	Adoption anticipée permise
IFRS 12, <i>Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités</i>	1 ^{er} janvier 2013	Adoption anticipée permise
IFRS 13, <i>Évaluation de la juste valeur</i>	1 ^{er} janvier 2013	Adoption anticipée permise
Modification d'IAS 19, <i>Avantages du personnel</i>	1 ^{er} janvier 2013	Adoption anticipée permise
Modification d'IAS 32, <i>Instruments financiers</i> :		
<i>présentation</i>	1 ^{er} janvier 2014	Adoption anticipée permise

IFRS 7 a été modifiée pour harmoniser les exigences en matière de présentation avec celles du Financial Accounting Standard Board (« FASB »).

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

5. Modifications comptables futures (suite)

IFRS 9 remplace les lignes directrices d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, relatives au classement et à l'évaluation des actifs et des passifs financiers. Le remplacement d'IAS 39 est un projet qui comporte trois phases dont l'objectif consiste à améliorer et à simplifier la comptabilisation des instruments financiers. La première phase de ce projet est en cours.

IFRS 10 remplace les exigences relatives à la consolidation d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et de SIC-12, *Consolidation – entités ad hoc*. Cette norme propose un modèle unique à appliquer pour l'analyse de contrôle de toutes les entités détenues.

IFRS 12 contient des obligations en matière d'informations à fournir pour les entités qui ont des participations dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées ou des entités structurées qui ne sont pas consolidées.

IFRS 13 remplace les lignes directrices relatives à l'évaluation à la juste valeur des différentes IFRS par une seule source de lignes directrices relatives à l'évaluation à la juste valeur. Cette norme précise la définition de la juste valeur, établit un cadre pour l'évaluation à la juste valeur et contient des obligations en matière d'informations à fournir en ce qui concerne les évaluations à la juste valeur.

La Société évalue actuellement l'étendue de l'incidence de ces normes sur ses états financiers consolidés.

6. Acquisitions d'entreprises

D) Acquisition réalisée en 2013

Le 30 septembre 2013, Les Entreprises MTY Tiki Ming inc., filiale en propriété exclusive de la Société, a acquis 80% des actions de 9286-5591 Québec inc. pour ensuite acquérir, par le biais de cette entité, l'ensemble des actifs de 9199-0465 Québec inc. et d'Alimentation ThaiZone inc. (www.thaizone.ca). Les sept fondateurs de ThaiZone détiennent les 20 % d'actions restantes. MTY a versé une contrepartie totale de 17,7 millions \$ pour sa participation de 80 % dans l'entreprise, contrepartie financée par l'encaisse de MTY de même qu'au moyen de ses facilités de crédit disponibles (note 15). L'acquisition a pris effet le 30 septembre 2013; elle visait autant à diversifier l'offre de la Société qu'à étoffer son portefeuille de marques.

Contrepartie versée

	\$
Prix d'achat	17 700
Escompte sur retenue ne portant pas intérêt	(116)
	<u>17 584</u>
Montant net des obligations prises en charge	(359)
Retenues	(1 664)
	<u>15 561</u>

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

6. Acquisitions d'entreprises (suite)

I) Acquisition réalisée en 2013 (suite)

Le tableau ci-dessous présente la répartition du prix d'achat :

<u>Actifs nets acquis</u>	\$
Actifs courants	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	100
Stocks	3
	103
Immobilisations corporelles	4
Droits de franchise	5 316
Droits de substitution	1 199
Marque de commerce	7 417
Goodwill ⁽¹⁾	8 558
	22 597
Passifs courants	
Créditeurs	35
Produits différés	65
	100
Impôt différé	488
	588
Participation ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾	4 425
Prix d'achat net	17 584

⁽¹⁾ Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

⁽²⁾ Représente la participation ne donnant pas le contrôle de 20 %, évaluée à la juste valeur.

Le goodwill reflète l'incidence que l'acquisition de ThaiZone aura sur la capacité de la Société à générer des profits futurs supérieurs aux profits actuels. La contrepartie versée est principalement liée aux synergies combinées, qui elles sont principalement liées à la croissance des produits. Ces avantages ne sont pas comptabilisés séparément du goodwill puisqu'ils ne répondent pas aux critères de comptabilisation initiale des immobilisations incorporelles identifiables.

Les résultats ci-dessus comprennent des frais connexes à l'acquisition de néant ayant été passés en charges.

II) Acquisition réalisée en 2013

Le 24 septembre 2013, Les Entreprises MTY Tiki Ming inc., filiale en propriété exclusive de la Société, a acquis les actifs du groupe Extrême Pita, PurBlendz et Mucho Burrito (« Extreme Brandz », www.extremebrandz.com) pour une contrepartie de 45 millions \$ qui sera payée au moyen de l'encaisse de la Société. La transaction a pris effet le 24 septembre 2013; elle visait autant à diversifier l'offre de la Société qu'à étoffer son portefeuille de marques.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

6. Acquisitions d'entreprises (suite)

II) Acquisition réalisée en 2013 (suite)

Contrepartie versée

	\$
Prix d'achat	45 000
Escompte sur retenue ne portant pas intérêt	(364)
Montant net des obligations prises en charge	(537)
Ajustements post-acquisition	319
<hr/>	
Prix d'achat net	44 418
Retenues	(4 136)
Ajustements post-acquisition payables à la fin de l'exercice	(319)
<hr/>	
Sortie nette de trésorerie	39 963

Le tableau ci-dessous présente la répartition préliminaire du prix d'achat :

Actifs nets acquis

	\$
Actifs courants	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	300
Débiteurs	68
Stocks	28
Actif d'impôt exigible	33
Charges payées d'avance et dépôts	165
<hr/>	
	594
Immobilisations corporelles	500
Droits de franchise	11 499
Marque de commerce	17 792
Goodwill ⁽¹⁾	17 696
<hr/>	
	48 081

Passifs courants

Créditeurs	294
Produits différés	1 525
<hr/>	
	1 819
Dette à long terme	554
Impôt différé	1 290
<hr/>	
	3 663
<hr/>	
Prix d'achat net	44 418

⁽¹⁾ Du goodwill total, seule une somme de 12 130 \$ était déductible aux fins de l'impôt.

Le goodwill reflète l'incidence que l'acquisition de Extreme Brandz aura sur la capacité de la Société à générer des profits futurs supérieurs aux profits actuels. La contrepartie versée est principalement liée aux synergies combinées, qui elles sont principalement liées à la croissance des produits. Ces avantages ne sont pas comptabilisés séparément du goodwill puisqu'ils ne répondent pas aux critères de comptabilisation initiale des immobilisations incorporelles identifiables.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

6. Acquisitions d'entreprises (suite)

II) Acquisition réalisée en 2013 (suite)

Les frais connexes à l'acquisition passés en charges se sont chiffrés à 245 \$ et sont compris dans l'état consolidé des résultats de la Société.

La valeur de la contrepartie et la répartition du prix d'achat ne sont définitives puisque les ajustements post-acquisition ne sont pas finalisés.

III) Acquisition réalisée en 2013

Le 31 mai 2013, Les Entreprises MTY Tiki Ming inc., filiale en propriété exclusive de la Société, a acquis la plupart des actifs de Gestion SushiGo – Sesame inc. (www.sushigoexpress.ca), 9161-9379 Québec inc. et 9201-0560 Québec inc. pour une contrepartie totale de 1,05 million \$. L'acquisition a pris effet le 1^{er} juin 2013; elle visait autant à diversifier l'offre de la Société qu'à étoffer son portefeuille de marques.

<u>Contrepartie versée</u>	\$
Prix d'achat	1 050
Retenues	(105)
<hr/> Sortie nette de trésorerie	<hr/> 945

Le tableau ci-dessous présente la répartition du prix d'achat :

<u>Actifs nets acquis</u>	\$
Actifs courants	
Immobilisations corporelles	500
Droits de franchise	419
Goodwill ⁽¹⁾	131
<hr/> Prix d'achat net	<hr/> 1 050

⁽¹⁾ Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

Le goodwill reflète l'incidence que l'acquisition de SushiGo aura sur la capacité de la Société à générer des profits futurs supérieurs aux profits actuels. La contrepartie versée est principalement liée aux synergies combinées, qui elles sont principalement liées à la croissance des produits. Ces avantages ne sont pas comptabilisés séparément du goodwill puisqu'ils ne répondent pas aux critères de comptabilisation initiale des immobilisations incorporelles identifiables.

Les résultats ci-dessus comprennent des frais connexes à l'acquisition de néant ayant été passés en charges.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

6. Acquisitions d'entreprises (suite)

IV) Acquisition réalisée en 2012

Le 26 septembre 2012, Les Entreprises MTY Tiki Ming inc., filiale en propriété exclusive de la Société, a acquis les actifs de Mr. Souvlaki Ltd. pour une contrepartie totale s'élevant à 0,9 million \$. L'acquisition a pris effet le jour même; elle visait autant à diversifier l'offre de la Société qu'à étoffer son portefeuille de marques.

<u>Contrepartie versée</u>	\$
Prix d'achat	915
Montant net des obligations prises en charge	(2)
Prix d'achat net	913
Retenues	165
Sortie nette de trésorerie	748

Le tableau ci-dessous présente la répartition préliminaire du prix d'achat :

<u>Actifs nets acquis</u>	\$
Actifs courants	
Droits de franchise	629
Marque de commerce	300
	929
Passifs courants	
Créditeurs	2
	2
Impôt différé	14
	16
Prix d'achat net	913

Les résultats ci-dessus comprennent des frais connexes à l'acquisition de néant ayant été passés en charges.

7. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	30 novembre 2013	30 novembre 2012
	\$	\$
Trésorerie	6 136	13 345
Équivalents de trésorerie	-	19 691
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 136	33 036

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

8. Débiteurs

Le tableau ci-après présente le classement chronologique détaillé des créances qui ne sont pas échues, ainsi qu'une analyse des créances échues et de la provision pour créances douteuses connexe :

	30 novembre 2013	30 novembre 2012
	\$	\$
Total des débiteurs	15 739	14 799
Moins : provision pour créances douteuses	2 287	1 168
Total des débiteurs, montant net	13 452	13 631
Non échus	8 245	8 045
Échus depuis plus d'un jour, mais pas plus de 30 jours	1 917	2 579
Échus depuis plus de 31 jours, mais pas plus de 60 jours	633	676
Échus depuis plus de 61 jours	2 657	2 331
Total des débiteurs, montant net	13 452	13 631
Provision pour créances douteuses au début de l'exercice	1 168	856
Ajouts	1 449	692
Radiations	(330)	(380)
Provision pour créances douteuses à la fin de la période	2 287	1 168

La Société comptabilise une provision pour créances douteuses sur la base de l'expérience passée, de la situation de chaque établissement, de la situation financière de la contrepartie et de l'ancienneté des créances.

Les créances clients présentées ci-dessus comprennent certaines sommes qui sont échues à la fin de la période de présentation de l'information financière et pour lesquelles la Société n'a pas comptabilisé de provision pour créances douteuses. En effet, puisque la qualité du crédit de la contrepartie n'a pas fait l'objet de modification importante, ces sommes sont considérées comme étant recouvrables. La Société ne détient pas de garantie ni d'autre rehaussement de crédit sur ces soldes, et n'a pas non plus le droit juridique de déduire ces sommes de celles dues par la Société à la contrepartie.

La concentration du risque de crédit est limitée en raison de la diversité de la clientèle et du fait que les clients sont indépendants les uns des autres.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

9. Stocks

	30 novembre 2013	30 novembre 2012
	\$	\$
Matières premières	998	1 363
Produits en cours	31	34
Produits finis	-	212
Total des stocks	1 029	1 609

Les stocks sont présentés après prise en compte d'une réduction de valeur de 7 \$ (11 \$ au 30 novembre 2012) au titre de l'obsolescence. La totalité des stocks devraient être vendus dans les douze prochains mois.

Les stocks passés en charges au cours de l'exercice clos le 30 novembre 2013 s'élevaient à 21 987 \$ (22 952 \$ en 2012).

10. Prêts à recevoir

Les prêts à recevoir sont généralement liés à la vente de franchises et à diverses avances consenties à des franchisés; ils se composent des éléments suivants :

	30 novembre 2013	30 novembre 2012
	\$	\$
Prêts à recevoir, ne portant pas intérêt et non assortis de modalités de remboursement	16	31
Prêts à recevoir portant intérêt à un taux annuel s'établissant entre néant et 10 %, à recevoir en versements mensuels totalisant 32 \$, capital et intérêts compris, prenant fin en octobre 2018	962	888
Tranche à court terme	(400)	(358)
	578	561

Le tableau ci-dessous présente le calendrier des remboursements du capital au cours des années ultérieures :

	\$
2014	398
2015	194
2016	169
2017	145
2018	42
Par la suite	30
	978

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

11. Participation dans une filiale détenue en vue de la vente

En septembre 2013, la Société a mis en vente sa participation de 51 % dans 7687567 Canada inc. (Aliment Flavio), une usine de transformation des aliments située à Saint-Romuald, au Québec.

Le 5 novembre 2013, la Société a reçu une lettre d'intention sujette à certaines conditions devant être validées en 2014. La valeur de la participation dans une filiale détenue en vue de la vente comptabilisée dans l'état consolidé de la situation financière est égale à la valeur comptable nette des actifs de 7687567 Canada Inc. diminuée des passifs avant que l'actif n'ait été classé comme détenu en vue de la vente. Il n'a été constaté ni gain, ni perte dans le résultat de la Société. Cet participation représente un secteur de la Société.

En date du 30 novembre 2013, les actifs et les passifs comptabilisés au titre de la participation s'établissaient respectivement à 6 192 \$ et à 5 982 \$.

12. Immobilisations corporelles

Coût	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel	Matériel informatique	Matériel roulant	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au							
30 novembre 2011	1 975	3 778	2 777	3 708	506	40	12 784
Ajouts	-	57	392	540	81	-	1 070
Cessions	-	-	(642)	(615)	(47)	-	(1 304)
Dépréciation	-	-	(111)	(24)	-	-	(135)
Solde au							
30 novembre 2012	1 975	3 835	2 416	3 609	540	40	12 415
Ajouts	-	37	300	432	69	-	838
Cessions	(150)	(287)	(266)	(186)	-	(10)	(899)
Reclassement d'une participation dans une filiale désormais détenue en vue de la vente	(690)	(1 309)	-	(1 843)	(13)	-	(3 855)
Reprise de dépréciation	-	-	24	40	-	-	64
Acquisitions par regroupements d'entreprises	-	-	705	297	2	-	1 004
Solde au							
30 novembre 2013	1 135	2 276	3 179	2 349	598	30	9 567

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

12. Immobilisations corporelles (suite)

Amortissement cumulé	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel	Matériel informatique	Matériel roulant	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 30 novembre 2011	-	167	1 462	732	216	22	2 599
Éliminations liées à la cession d'actifs	-	-	(443)	(224)	(27)	-	(694)
Dotation à l'amortissement	-	178	339	485	115	11	1 128
Solde au 30 novembre 2012	-	345	1 358	993	304	33	3 033
Éliminations liées à la cession d'actifs	-	(41)	(73)	(53)	-	(9)	(176)
Reclassement d'une participation dans une filiale désormais détenue en vue de la vente	-	(203)	-	(404)	(4)	-	(611)
Dotation à l'amortissement	-	135	428	443	98	4	1 108
Solde au 30 novembre 2013	-	236	1 713	979	398	28	3 354

Valeurs comptables	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel	Matériel informatique	Matériel roulant	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
30 novembre 2012	1 975	3 490	1 058	2 616	236	7	9 382
30 novembre 2013	1 135	2 040	1 466	1 370	200	2	6 213

Des terrains, des bâtiments et du matériel représentant une valeur comptable de néant au 30 novembre 2013 (3 294 \$ au 30 novembre 2012) ont été donnés en garantie sur les emprunts de la division transformation des aliments de la Société.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

13. Immobilisations incorporelles

Coût	Droits de franchise et droits de franchise maîtresse ¹	Marques de commerce	Droits de substitution	Contrats de location	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 30 novembre 2011	40 045	32 666	-	1 000	272	73 983
Ajouts ²	500	-	-	-	18	518
Reprise de dépréciation	-	67	-	-	-	67
Acquisitions par regroupements d'entreprises	629	300	-	-	-	929
Solde au 30 novembre 2012	41 174	33 033	-	1 000	290	75 497
Ajouts ²	15	-	-	-	331	346
Cessions	-	-	-	-	(272)	(272)
Acquisitions par regroupements d'entreprises	17 234	25 209	1 199	-	-	43 642
Solde au 30 novembre 2013	58 423	58 242	1 199	1 000	349	119 213

Amortissement cumulé	Droits de franchise et droits de franchise maîtresse ¹	Marques de commerce	Droits de substitution	Contrats de location	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 30 novembre 2011	13 555	-	-	628	234	14 417
Amortissement	3 723	-	-	105	39	3 867
Solde au 30 novembre 2012	17 278	-	-	733	273	18 284
Amortissement	4 064	-	20	107	32	4 223
Cessions	-	-	-	-	(272)	(272)
Solde au 30 novembre 2013	21 342	-	20	840	33	22 235

Valeurs comptables	Droits de franchise et droits de franchise maîtresse ¹	Marques de commerce	Droits de substitution	Contrats de location	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Au 30 novembre 2012	23 896	33 033	-	267	17	57 213
Au 30 novembre 2013	37 081	58 242	1 179	160	316	96 978

¹ Les droits de franchise et les droits de franchise maîtresse comprennent un montant de 1 500 \$ (1 500 \$ en novembre 2012) relatif à un droit de franchise maîtresse non amortissable, sans conditions particulières, valide aussi longtemps que MTY respecte ses engagements en vertu de l'entente.

² Les ajouts effectués au cours de 2013 comprennent l'achat de droits de franchise de 15 \$ et l'achat de logiciels de 331 \$ (500 \$ et 18 \$ respectivement en 2012).

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

13. Immobilisations incorporelles (suite)

Pour les besoins des tests de dépréciation, les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ont été attribuées aux unités génératrices de trésorerie suivantes :

	30 novembre 2013	30 novembre 2012
	\$	\$
Taco Time	1 500	1 500
La Crémère	9	9
Croissant Plus	125	125
Cultures	500	500
Thai Express	145	145
Mrs Vanelli's	2 700	2 700
Sushi Shop	1 600	1 600
Tutti Frutti	1 100	1 100
Koya	1 253	1 253
Country Style	4 096	4 096
Valentine	3 338	3 338
Jugo Juice	5 425	5 425
Mr. Sub	11 307	11 307
Koryo	1 135	1 135
Mr. Souvlaki	300	300
Extreme Pita	7 976	-
Mucho Burrito	9 816	-
ThaiZone	7 417	-
	59 742	34 533

14. Goodwill

Le tableau ci-dessous présente les variations de la valeur comptable du goodwill :

	30 novembre 2013	30 novembre 2012
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	20 266	20 266
Goodwill acquis au cours de l'exercice au moyen de regroupements d'entreprises (note 6)	26 385	-
Reclassement d'une participation dans une filiale détenue en vue de la vente ⁽¹⁾	(200)	-
Solde à la fin de l'exercice	46 451	20 266

¹ Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2013, le goodwill a été réduit de 200 \$ lorsque le placement de la Société dans l'usine de transformation des aliments a été reclassé comme participation dans une filiale détenue en vue de la vente.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

14. Goodwill (suite)

Le tableau ci-après présente les unités génératrices de trésorerie ou les groupes d'unités génératrices de trésorerie auxquels le goodwill a été affecté pour les besoins des tests de dépréciation :

	30 novembre 2013	30 novembre 2012
	\$	\$
Usine de transformation des aliments	-	200
Activités de franchisage ¹	46 451	20 066
	46 451	20 266

¹ Cette tranche du goodwill n'a pas été affectée à des UGT individuelles; la Société a déterminé que l'évaluation du goodwill ne pouvait être réalisée au niveau des UGT, car le réseau tire sa force du regroupement des nombreuses bannières qui sont à la source du goodwill. Par conséquent, à l'exception du goodwill relatif à l'acquisition de l'usine de transformation des aliments, qui est exploitée de manière relativement indépendante, le goodwill fera l'objet d'un test de dépréciation d'ensemble, à l'échelle des activités du secteur de franchisage.

15. Facilités de crédit

Au 30 novembre 2013, la Société disposait d'une ligne de crédit renouvelable autorisée de 30 000 \$ ainsi que d'une facilité de gestion du risque de trésorerie de 1 000 \$. Sa dette bancaire est garantie par une hypothèque mobilière sur l'ensemble de l'actif de la Société.

Les avances en dollars canadiens tirées sur la facilité de crédit renouvelable portent intérêt au taux préférentiel de la banque (les avances en dollars américains portent intérêt au taux de base américain de la banque) majoré d'une marge d'au plus 0,5 %, selon le ratio de la dette consolidée sur le BAIIA de la Société. Au 30 novembre 2013, le taux préférentiel de la banque s'élevait à 3,00 %.

La facilité de gestion du risque de trésorerie porte intérêt au taux du marché tel qu'établi par le service de gestion de la trésorerie du prêteur.

Selon les conditions de la marge de crédit, la Société doit respecter un ratio de la dette consolidée sur le BAIIA de 2:1 et un ratio minimal de couverture des intérêts de 4,5:1. La facilité de crédit est remboursable à vue et est renouvelable annuellement. Au 30 novembre 2013, des prélèvements totalisant 12 000 \$ avaient été effectués sous la forme d'acceptations bancaires échéant en décembre 2013. La Société respecte les clauses restrictives des facilités.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

16. Provisions

Les provisions comprennent les montants suivants :

	30 novembre 2013	30 novembre 2012
	\$	\$
Litiges et différends	420	433
Établissements fermés	306	923
	726	1 356
Passifs relatifs aux cartes-cadeaux et aux programmes de fidélisation	1 065	910
Total	1 791	2 266

La provision pour litiges et différends représente la meilleure estimation de la direction à l'égard du dénouement des litiges et différends qui sont en cours, selon les prévisions de la Société à la date de l'état de la situation financière. Cette provision comporte plusieurs éléments; le moment du règlement de cette provision est inconnu en raison de sa nature, la Société n'ayant aucun contrôle sur le déroulement des litiges.

Les dettes relatives aux établissements fermés représentent principalement les montants que la Société s'attend à devoir déboursier pour résilier les contrats de location des établissements non performants ou fermés. Les négociations avec les divers intervenants sont en général de courte durée et devraient se régler dans un délai de quelques mois après la comptabilisation de la provision.

Les provisions pour litiges et différends et pour établissements fermés ci-dessus comprennent un montant de 465 \$ inutilisé et repris en résultat. Les provisions utilisées au cours de la période comprennent un montant de 946 \$ au titre des litiges et différends et des établissements fermés; ce montant a servi au règlement d'un litige et à la résiliation des contrats de location d'établissements fermés.

Les ajouts au cours de l'exercice comprennent un montant de 781 \$ au titre des provisions pour litiges et différends et pour établissements fermés. Les provisions ont été augmentées en fonction de nouvelles informations obtenues par la direction.

Les passifs relatifs aux cartes-cadeaux et aux programmes de fidélisation représentent la valeur estimée des cartes-cadeaux et des points en circulation à la date de l'état de la situation financière. Le moment de la reprise de cette provision dépend du comportement des consommateurs et est, par conséquent, hors du contrôle de la Société.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

17. Produits différés et dépôts

	30 novembre 2013	30 novembre 2012
	\$	\$
Dépôts liés aux droits de franchise	2 570	1 825
Produits différés pour incitatifs de location	-	72
Apports des fournisseurs et autres réductions	1 085	272
	3 655	2 169
Tranche à court terme	(3 655)	(2 169)
	-	-

18. Dette à long terme

	30 novembre 2013	30 novembre 2012
	\$	\$
Retenues sur acquisition de Valentine, ne portant pas intérêt, remboursables en janvier 2014. Le taux d'intérêt effectif est de 4,50 %.	364	351
Retenues sur acquisition de Jugo Juice, ne portant pas intérêt, remboursables en août 2014. Le taux d'intérêt effectif est de 4,50 %.	129	810
Retenues sur acquisition de Mr. Sub, ne portant pas intérêt. Le taux d'intérêt effectif est de 4,50 %.	-	2 399
Retenue sur acquisition de Koryo, ne portant pas intérêt.	-	248
Retenues sur l'acquisition de Mr. Souvlaki, ne portant pas intérêt, remboursables en septembre 2014.	165	165
Retenues sur l'acquisition de SushiGo, ne portant pas intérêt, remboursables en décembre 2014.	105	-
Retenues sur acquisition d'Extreme Brandz, ne portant pas intérêt, remboursables entre septembre 2014 et mars 2016. Le taux d'intérêt effectif est de 4,50 %.	4 167	-
Retenues sur acquisition de ThaiZone, ne portant pas intérêt, remboursables entre septembre 2014 et septembre 2015. Le taux d'intérêt effectif est de 4,50 %.	1 677	-
Indemnités de résiliation de contrats, ne portant pas intérêt	562	-
Emprunt bancaire portant intérêt au taux préférentiel de la banque majoré de 0,50 %, garanti par les immobilisations corporelles d'une filiale ⁱ⁾	-	3 403
Actions privilégiées à rachat obligatoire, à dividende non cumulatif, rachetables en trois versements annuels à compter de décembre 2011, dont la valeur de rachat est fondée sur le rendement d'une filiale	-	100
	7 169	7 476
Tranche à court terme	(2 703)	(7 199)
	4 466	277

ⁱ⁾ Reclassé comme participation dans une filiale détenue en vue de la vente (note 11).

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

19. Capital-actions

Capital-actions autorisé d'un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale.

	30 novembre 2013		30 novembre 2012	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		\$		\$
Solde au début et à la fin de la période	19 120 567	19 792	19 120 567	19 792

20. Options sur actions

La Société a la possibilité d'accorder des options sur actions ordinaires dans le cadre de divers régimes et au gré du conseil d'administration, à des hauts dirigeants, à des administrateurs et à certains employés clés. Au 30 novembre 2013, sur les 3 000 000 d'actions ordinaires réservées initialement pour émission, 699 500 étaient disponibles aux fins d'émission en vertu du régime d'options sur actions. Aucune option n'était en circulation au 30 novembre 2013 ou au 30 novembre 2012.

21. Bénéfice par action

Le tableau ci-dessous présente le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour calculer le bénéfice de base par action et celui utilisé pour calculer le bénéfice dilué par action :

	30 novembre 2013	30 novembre 2012
Nombre moyen pondéré quotidien d'actions ordinaires	19 120 567	19 120 567

22. Instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Société a recours à divers instruments financiers, qui comportent en raison de leur nature certains risques, notamment le risque de marché et le risque de crédit en cas de non-exécution de la part des contreparties. Ces instruments financiers sont soumis aux normes de crédit, aux contrôles financiers, aux procédés de gestion du risque et aux procédés de surveillance habituels.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

22. Instruments financiers (suite)

Juste valeur des instruments financiers comptabilisés

Le tableau suivant présente les justes valeurs des instruments financiers comptabilisés obtenues au moyen des méthodes d'évaluation et des hypothèses décrites ci-dessous :

	30 novembre 2013		30 novembre 2012	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 136	6 136	33 036	33 036
Débiteurs	13 452	13 452	13 361	13 631
Prêts à recevoir	978	978	919	919
Passifs financiers				
Lignes de crédit	12 000	12 000	-	-
Créditeurs et charges à payer	11 903	11 903	13 426	13 426
Dette à long terme	7 169	7 169	7 476	7 476

Détermination de la juste valeur

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour estimer la juste valeur des instruments financiers de chaque catégorie :

Trésorerie et équivalents de trésorerie, débiteurs, créditeurs et charges à payer – La valeur comptable se rapproche de la juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments financiers.

Prêts à recevoir – Les prêts à recevoir portent généralement intérêt aux taux du marché; la direction estime donc que leur valeur comptable se rapproche de leur juste valeur.

Dette à long terme – Le calcul de la juste valeur de la dette à long terme est fondé sur la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs selon les ententes de financement en vigueur, en fonction du taux d'emprunt estimatif s'appliquant actuellement à des emprunts similaires de la Société.

Politiques en matière de gestion des risques

La Société est exposée à divers risques liés à ses actifs et à ses passifs financiers. L'analyse qui suit présente une évaluation des risques au 30 novembre 2013.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

22. Instruments financiers (suite)

Politiques en matière de gestion des risques (suite)

Risque de crédit

La Société est exposée au risque de crédit principalement en raison de ses créances clients. Les montants figurant à l'état de la situation financière sont présentés après déduction des provisions pour créances douteuses, que la direction de la Société estime en fonction de l'expérience passée et de son analyse de la conjoncture économique. La Société estime que le risque de crédit lié à ses débiteurs est limité pour les raisons suivantes :

- Sauf pour ce qui est des montants à recevoir des franchises établies dans d'autres pays, la Société s'appuie sur une vaste clientèle répartie surtout au Canada, ce qui limite son risque de crédit.
- La Société inscrit une provision pour créances douteuses lorsque la direction estime que les montants que la Société devrait recouvrer sont inférieurs au montant réel du débiteur.

Le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est limité du fait que la Société investit ses liquidités excédentaires dans des instruments financiers de première qualité, auprès de contreparties solvables.

Le risque de crédit lié aux prêts à recevoir est semblable à celui lié aux débiteurs. Une provision pour créances douteuses s'élevant à 133 \$ est présentement comptabilisée (55 \$ au 30 novembre 2012) à l'égard des prêts à recevoir.

Risque de change

Le risque de change représente l'exposition de la Société à une baisse ou à une hausse de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux de change. Ce sont surtout les achats de café qui exposent la Société au risque de change; celle-ci a donc conclu des contrats en vue de réduire son exposition aux fluctuations des monnaies étrangères liées aux achats de café. Au 30 novembre 2013, la valeur totale de ces contrats était d'environ 544 \$.

De plus, la Société effectue des ventes dont les montants sont libellés en monnaies étrangères. Les établissements étrangers de la Société utilisent le dollar américain comme monnaie fonctionnelle. L'exposition de la Société au risque de change découle principalement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, d'autres éléments du fonds de roulement et des obligations financières de ses établissements étrangers.

Sauf en ce qui concerne les transactions avec des établissements étrangers mentionnées ci-dessus, la Société est peu exposée au risque lié au dollar américain; ce risque fluctue en fonction des variations du taux de change dans la mesure où des opérations sont conclues dans cette devise. De l'avis de la direction, ce risque est plutôt limité.

Au 30 novembre 2013, la Société disposait d'une trésorerie en dollars américains de 887 \$CA et comptait des débiteurs d'un montant net de 437 \$CA et des créditeurs d'un montant net de 342 \$CA (425 \$CA, 429 \$CA et néant respectivement au 30 novembre 2012). Toutes autres variables demeurant constantes, une augmentation éventuelle de 1 % des taux de change du dollar canadien donnerait lieu à une variation de 10 \$CA du résultat net et du résultat global.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

22. Instruments financiers (suite)

Politiques en matière de gestion des risques (suite)

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison de sa facilité de crédit renouvelable et de sa facilité de gestion du risque de trésorerie. Les deux facilités portent intérêt à un taux variable et, par conséquent, la charge d'intérêts pourrait éventuellement devenir plus importante. Une somme de 12 000 \$ avait été prélevée sur la facilité de crédit au 30 novembre 2013. Une augmentation de 100 points de base du taux préférentiel de la banque donnerait lieu à une augmentation de 120 \$ par année de la charge d'intérêts sur l'encours de la facilité de crédit. La Société circonscrit ce risque en utilisant des acceptations bancaires à court terme tirées sur la facilité de crédit.

Risque de liquidité

La Société conserve des facilités de crédit afin de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour respecter ses obligations financières actuelles et futures, à un coût raisonnable.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 30 novembre 2013 :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Entre 0 et 6 mois	Entre 6 et 12 mois	Entre 12 et 24 mois
	\$	\$	\$	\$	\$
Ligne de crédit	12 000	12 000	12 000	-	-
Créditeurs et charges à payer	11 903	11 903	11 903	-	-
Dette à long terme	7 169	7 609	378	2 406	2 364
Intérêts sur la dette à long terme	-	-	136	121	154
	31 072	31 512	24 417	2 527	2 518

23. Informations sur le capital

En ce qui concerne la gestion de son capital, la Société vise les objectifs suivants :

- 1- Préserver la capacité de la Société d'obtenir du financement au besoin;
- 2- Procurer à ses actionnaires un rendement satisfaisant;
- 3- Conserver une certaine souplesse financière afin d'avoir accès à du capital si elle devait procéder à de nouvelles acquisitions.

D'après la définition de la Société, le capital se compose des éléments suivants :

- 1- Capitaux propres;
- 2- Dette à long terme, y compris la tranche à court terme;
- 3- Produits différés, y compris la tranche à court terme;
- 4- Trésorerie et équivalents de trésorerie.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

23. Informations sur le capital (suite)

La stratégie financière de la Société vise à permettre à celle-ci de conserver une structure de capital souple adaptée aux objectifs énoncés plus haut et de réagir au changement du contexte économique et des types de risques associés aux actifs sous-jacents. La Société peut investir dans des placements à long terme ou des placements à court terme, en fonction de ses besoins de liquidités.

La Société surveille son capital en fonction du ratio d'endettement. Le tableau ci-dessous présente les valeurs de ce ratio aux 30 novembre 2013 et 2012 :

	30 novembre 2013	30 novembre 2012
	\$	\$
Emprunts	42 235	30 498
Capitaux propres	130 809	106 063
Ratio d'endettement	0,32	0,29

Au cours de l'exercice clos le 30 novembre 2013, le ratio d'endettement de la Société a légèrement augmenté étant donné l'encours de 12 000 \$ sur la facilité de crédit. Le maintien d'un faible ratio d'endettement est une priorité pour préserver la capacité de la Société à obtenir du financement à un coût raisonnable pour de futures acquisitions.

Au 30 novembre 2013, la Société n'avait aucune dette assujettie à son ratio d'endettement consolidé.

24. Produits

Les produits de la Société se composent des éléments suivants :

	30 novembre 2013	30 novembre 2012
	\$	\$
Redevances	36 496	34 483
Droits de franchise initiaux	3 466	2 890
Loyers	5 381	5 173
Vente de biens, y compris les produits tirés d'activités de construction	36 481	35 132
Autres revenus de franchisage	15 586	15 163
Autres	3 950	3 379
	101 360	96 220

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

25. Charges opérationnelles

Le tableau suivant présente une ventilation des charges opérationnelles :

	30 novembre 2013	30 novembre 2012
	\$	\$
Coût des marchandises vendues et louées	35 039	36 503
Salaires et avantages	13 728	13 343
Frais de consultation et honoraires professionnels	3 397	3 445
Redevances	1 321	778
Autres ⁽¹⁾	8 640	7 225
	62 125	61 294

¹ Les autres charges opérationnelles comprennent principalement des frais de soutien à la location, des frais de déplacements et de représentation, des charges de créances douteuses et d'autres frais administratifs.

26. Contrats de location simple

Les locaux loués par la Société en tant que locataire aux fins de ses activités d'exploitation font l'objet de contrats de location simple, dont la durée initiale est généralement comprise entre cinq et dix ans. La Société ne dispose d'une option d'achat des locaux pour aucun de ses contrats de location simple.

La Société a conclu divers contrats de location à long terme et a sous-loué à des franchisés indépendants la quasi-totalité de ses locaux selon des modalités identiques à celles prévues au contrat de location initial. Le tableau suivant présente les loyers minimums à payer, à l'exclusion des charges locatives et des frais d'indexation, et du montant du loyer additionnel à payer selon un pourcentage du chiffre d'affaires, en vertu des contrats de location :

	Engagements locatifs	Sous-location	Montant net des engagements
	\$	\$	\$
2014	61 726	58 521	3 205
2015	57 390	54 360	3 030
2016	52 263	49 748	2 515
2017	46 981	44 460	2 521
2018	40 117	38 315	1 802
Par la suite	98 936	94 574	4 362
	357 413	339 978	17 435

Les paiements comptabilisés en charges nettes au cours de l'exercice clos le 30 novembre 2013 s'élèvent à 7 643 \$ (8 260 \$ en 2012)

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

26. Contrats de location simple (suite)

Les contrats de location de la Société en tant que bailleur portent sur des locaux loués par la Société ou dont elle est propriétaire et leur durée est comprise entre cinq et dix ans. Certains contrats sont assortis d'une option de prolongation de la durée de l'entente pour des périodes allant de un an à 15 ans. Aucun contrat ne comporte de clause permettant au locataire ou au sous-locataire d'acquérir le bien.

Au cours de l'exercice clos le 30 novembre 2013, la Société a perçu des revenus locatifs s'élevant à 5 381 \$ (5 173 \$ en 2012).

La Société a comptabilisé un passif de 306 \$ (923 \$ au 30 novembre 2012) au titre des contrats de location visant des locaux qu'elle n'exploite plus, mais pour lesquels elle conserve les obligations prévues dans l'entente de location (note 16).

27. Engagements

La Société a conclu des ententes avec ses fournisseurs pour l'achat de fèves de café, de blé, de sucre et de shortening, selon des dates de livraison comprises entre décembre 2013 et mars 2014. Le montant total des engagements s'élève à environ 544 \$.

28. Garantie

La Société a fourni une garantie consistant en une lettre de crédit d'un montant de 45 \$ (45 \$ au 30 novembre 2012).

29. Passifs éventuels

La Société est partie à certaines poursuites judiciaires dans le cadre de ses activités courantes. L'estimation faite par la Société du montant lié au dénouement de ces poursuites est présentée à la note 16. Le calendrier d'éventuelles sorties de trésorerie échappe au contrôle de la Société et demeure par conséquent incertain.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

30. Impôt sur le résultat

Le tableau ci-dessous présente les variations de la charge d'impôt sur le résultat en fonction des taux de base combinés fédéral et provincial canadiens applicables au bénéfice d'exploitation avant impôts :

	30 novembre 2013		30 novembre 2012	
	\$	%	\$	%
Taux d'imposition combiné	9 189	26,6	8 205	26,9
Ajouter l'incidence des éléments suivants :				
Cession d'immobilisations	(42)	(0,1)	(69)	(0,2)
Éléments non déductibles	59	0,2	26	0,1
Pertes subies par une filiale pour laquelle aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé	55	0,1	(46)	(0,2)
Produits de placement non imposables	20	0,1	-	-
Défaut de produire – crédit additionnel	(76)	(0,2)	-	-
Ajustements au taux d'imposition applicable	-	-	(200)	(0,7)
Ajustement apporté aux charges de l'exercice précédent	(271)	(0,8)	543	1,8
Autres – montant net	15	0,0	(9)	0,0
Charge d'impôt	8 949	25,9	8 450	27,7

Le taux d'imposition prévu par la loi a diminué en 2013 à la suite d'un changement à l'allocation provinciale du bénéfice imposable de la Société.

Le tableau ci-dessous présente les variations de l'impôt différé au cours de l'exercice :

2013

	30 novembre	Comptabilisé	Reclassé	Acquisition	30 novembre
	2012	au résultat	comme participation détenue en vue de la vente ⁽¹⁾		2013
	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs (passifs) d'impôt différé liés aux:					
Immobilisations corporelles	204	(130)	82	(16)	140
Provisions	457	273	(10)	-	720
Retenues	(39)	50	-	(135)	(124)
Pertes autres qu'en capital	132	137	(230)	-	39
Immobilisations incorporelles	(2 885)	(1 566)	-	(1 627)	(6 078)
	(2 131)	(1 236)	(158)	(1 778)	(5 303)

⁽¹⁾ En 2013, la Société a reclassé sa participation dans 7687567 Canada inc. comme participation dans une filiale détenue en vue de la vente. En conséquence, l'impôt différé a été supprimé de l'état consolidé de la situation financière.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

30. Impôt sur le résultat (suite)

2012

	30 novembre 2011	Comptabilisé au résultat	Acquisition	30 novembre 2012
Actifs (passifs) d'impôt différé liés aux:	\$	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	(302)	506	-	204
Provisions	417	40	-	457
Retenues	(85)	46	-	(39)
Pertes autres qu'en capital	50	82	-	132
Immobilisations incorporelles	(2 258)	(613)	(14)	(2 885)
	(2 178)	61	(14)	(2 131)

Au 30 novembre 2013, des pertes en capital d'environ 6 706 \$ (6 706 \$ en 2012) pouvaient être appliquées à des gains en capital d'exercices ultérieurs et être reportées indéfiniment. L'économie d'impôt différé découlant de ces pertes en capital n'a pas été comptabilisée.

Au 30 novembre 2013, des pertes autres qu'en capital s'élevant à environ néant (110 \$ en 2012) ont été comptabilisées dans l'une des filiales de la Société pour laquelle aucun actif d'impôt différé n'a été constaté.

La différence temporaire déductible rattachée à une participation dans une filiale pour laquelle aucun actif d'impôt différé n'a été constaté s'élève à néant (120 \$ en 2012).

31. Information sectorielle

Les activités de la Société comprennent des activités de franchisage, des activités d'exploitation de restaurants dont elle est propriétaire, des activités de distribution et des activités de transformation des aliments. Cette répartition en secteurs est fondée sur les différents types de produits ou services offerts par chaque division.

Les produits et services offerts dans chaque secteur sont les suivants :

Activités de franchisage

Les produits générés par le secteur du franchisage proviennent essentiellement de redevances, des apports des fournisseurs, de droits de franchise, de loyers et de la vente d'emplacements clés en main.

Activités d'exploitation de restaurants

Les produits générés par l'exploitation de restaurants proviennent de la vente directe aux clients d'aliments prêts-à-servir.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

31. Information sectorielle (suite)

Activités de distribution

Les produits générés par le secteur de la distribution proviennent de la distribution de matières premières aux restaurants Valentine et Franx.

Activités de transformation des aliments

Les produits générés par le secteur de la transformation des aliments proviennent de la vente d'ingrédients et d'aliments prêts-à-servir à des chaînes de restaurants, à des distributeurs et à des détaillants. Au cours du dernier trimestre de 2013, la participation dans une filiale du secteur de la transformation des aliments a été reclassée comme participation dans une filiale détenue en vue de la vente; le résumé sectoriel des activités de transformation des aliments ne présente donc que les résultats des trois premiers trimestres de l'exercice 2013.

Les tableaux ci-dessous présentent un sommaire du rendement de chaque secteur pour les périodes indiquées.

Pour l'exercice clos le 30 novembre 2013 :

	Franchisage	Exploitation de restaurants	Distribution	Transformation	Intersociétés	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits opérationnels	74 131	11 850	6 215	10 019	(855)	101 360
Charges opérationnelles	36 223	11 024	5 665	10 068	(855)	62 125
	37 908	826	550	(49)	-	39 235
Autres charges						
Amortissement –immobilisations corporelles	439	511	1	157	-	1 108
Amortissement – immobilisations incorporelles	4 223	-	-	-	-	4 223
Intérêts sur la dette à long terme	176	-	-	115	-	291
Autres produits						
Profit (perte) de change	57	-	-	(4)	-	53
Produits d'intérêts	486	-	-	1	-	487
Produits de placement	76	-	-	-	-	76
Dépréciation d'immobilisations corporelles	-	64	-	-	-	64
Profit à la cession d'immobilisations corporelles	317	-	-	-	-	317
Bénéfice opérationnel	34 006	379	549	(324)	-	34 610
Impôt exigible	7 464	102	147	-	-	7 713
Impôt différé	1 236	-	-	-	-	1 236
Résultat net	25 306	277	402	(324)	-	25 661
Total de l'actif	170 229	2 981	1 079	(1)	(1 245)	173 044
Total du passif	41 368	725	347	(1)	(205)	42 235

(1) En date du 30 novembre 2013, le total des actifs et des passifs comptabilisés au titre du secteur de la transformation s'établissaient respectivement à 6 192 \$ et à 5 982 \$.

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

31. Information sectorielle (suite)

Pour l'exercice clos le 30 novembre 2012 :

	Franchisage	Exploitation de restaurants	Distribution	Transformation	Intersociétés	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits opérationnels	70 909	12 174	6 076	8 051	(990)	96 220
Charges opérationnelles	36 332	12 352	5 630	7 970	(990)	61 294
	34 577	(118)	446	81	–	34 926
Autres charges						
Amortissement –immobilisations corporelles	436	441	8	243	–	1 128
Amortissement – immobilisations incorporelles	3 867	–	–	–	–	3 867
Intérêts sur la dette à long terme	173	–	–	162	–	335
Autres produits						
(Perte) profit de change	(28)	–	–	1	–	(27)
Produits d'intérêts	282	–	–	–	–	282
Profit sur rachat d'actions privilégiées	–	–	–	100	–	100
Profit sur remise d'un prêt d'un actionnaire	–	110	–	–	–	110
Dépréciation d'immobilisations corporelles	67	(135)	–	–	–	(68)
Profit à la cession d'immobilisations corporelles	566	(55)	–	–	–	511
Bénéfice opérationnel	30 988	(699)	438	(223)	–	30 504
Impôt exigible	8 581	(188)	118	–	–	8 511
Impôt différé	56	(64)	–	(53)	–	(61)
Résultat net	22 351	(447)	320	(170)	–	22 054
Total de l'actif	128 457	2 988	1 296	5 437	(1 617)	136 561
Total du passif	25 385	429	508	4 318	(142)	30 498

Aucun client ne génère plus de 10 % des produits d'un secteur.

32. Tableau des flux de trésorerie

Le tableau suivant présente les variations nettes des éléments hors trésorerie du fonds de roulement :

	30 novembre 2013	30 novembre 2012
	\$	\$
Débiteurs	(991)	(3 135)
Stocks	(301)	(41)
Prêts à recevoir	106	200
Charges payées d'avance et dépôts	(155)	(26)
Créditeurs et charges à payer	(1 041)	(116)
Provisions	(475)	1 116
	(2 857)	(2 002)

GROUPE D'ALIMENTATION MTY INC.

Notes annexes

Au 30 novembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

33. Transactions entre parties liées

Les soldes et les transactions entre la Société et ses filiales, qui sont des parties liées à la Société, ont été éliminés au moment de la consolidation. Les transactions entre la Société et d'autres parties liées sont présentées ci-dessous.

Rémunération des principaux dirigeants

Le tableau ci-dessous présente la rémunération versée aux administrateurs et aux principaux dirigeants au cours de la période :

	30 novembre 2013	30 novembre 2012
	\$	\$
Avantages à court terme	812	659
Jetons de présence des administrateurs	38	40
Total de la rémunération des principaux dirigeants	850	699

Les principaux dirigeants sont le chef de la direction, le chef de l'exploitation et le chef de la direction financière de la Société. La rémunération des administrateurs et des membres clés du personnel de gestion est déterminée par le conseil d'administration en fonction du rendement individuel et des tendances du marché.

En raison du nombre élevé d'actionnaires, il n'y a pas de partie exerçant le contrôle ultime de la Société. Le principal actionnaire de la Société est son chef de la direction, qui contrôle 26 % des actions en circulation.

La Société verse également des avantages à des personnes liées aux principaux dirigeants mentionnés ci-dessus. Le tableau suivant présente le total de leur rémunération :

	30 novembre 2013	30 novembre 2012
	\$	\$
Avantages à court terme	402	472
Total de la rémunération des employés liée aux principaux dirigeants	402	472

Une société appartenant à des personnes liées aux principaux dirigeants détient une participation ne donnant pas le contrôle dans deux filiales de la Société. Au cours de l'exercice clos le 30 novembre 2013, des dividendes s'élevant à 27 \$ (néant en 2012) ont été versés à cette société par les filiales en question.

INFORMATION CORPORATIVE

RAPPORT ANNUEL 2013

SIÈGE SOCIAL >

8150, aut. Transcanadienne
Suite 200, Ville Saint-Laurent
QC H4S 1M5 Canada

T. : 514.336.8885
F. : 514.336.9222

www.mtygroup.com

AGENT DE TRANSFERT ET REGISTRAIRE >

Computershare Trust
Division du Canada
100 University Ave.,
9^e étage, Toronto
ON M5J 2Y1 Canada

T. : 1.800.564.6253

service@computershare.com

ADMINISTRATEURS >

Stanley Ma
Claude St-Pierre
Dickie Orr*
David Wong*
Murat Armutlu*

*Comité de vérification

AUDITEURS >

Deloitte s.e.n.c.r.l.
1, Place Ville Marie
Bureau 3000
Montréal
QC H3B 4T9 Canada

T. : 514.393.7115
F. : 514.390.4109

CONSEILLERS JURIDIQUES >

Salley Bowes Harwardt
Barrister & Solicitor
Suite 1750
1185 West Georgia Street
Vancouver
BC V6E 4E6 Canada

T. : 604.688.0788
F. : 604.688.0778

RELATIONS AUX INVESTISSEURS >

Eric Lefebvre
T. : 514.336.8885
F. : 514.336.9222

ir@mtgroup.com

Groupe d'alimentation MTY Inc.
MTY Food Group Inc.

8150, aut. Transcanadienne, Suite 200
Ville Saint-Laurent QC H4S 1M5, Canada

T. : 514.336.8885 | F. : 514.336.9222

TSX "MTY"

GRUPE D'ALIMENTATION
MTY

WWW.MTYGROUP.COM